

***l'Anti*capitaliste**

n°318 | 7 janvier 2016 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

Avec tous les «déchus» de la gauche

2016



RIPOSTONS

Dossier

**2015 :
un avertissement,
un défi**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Nos amis les assassins
nous souhaitent
bonne année!

Page 2

PREMIER PLAN

Corse : No pasaran!

Page 2



ACTU POLITIQUE

Déchéance de nationalité :
Hollande fait les poubelles de l'histoire

Page 4

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Cemile Renkicay sur les
Kurdes en Turquie et Syrie

Page 12



édito

Par JACQUES BABEL

Nos amis les assassins nous souhaitent bonne année!

Le 2 janvier, le pouvoir autocratique d'Arabie saoudite a exécuté par balles ou par décapitation quarante-sept hommes dans douze villes du pays. Ils avaient été condamnés dans des procès iniques pour «terrorisme»... un qualificatif qui peut s'appliquer dans ce pays à toutes celles et ceux qui s'opposent au régime. Parmi les condamnés figurent plusieurs militants de l'opposition actifs lors du soulèvement populaire initié en 2011, comme Nimr Baqer al-Nimr qui avait pris la tête du soulèvement de la province orientale et avait tenu des propos virulents contre les dictateurs de la région. Le nouveau souverain soi-disant «réformateur» veut marquer des points dans la concurrence des puissances régionales, en particulier en Syrie. Il mène une sale guerre au Yémen, mais doit introduire des mesures d'austérité sans précédent au pays de la manne pétrolière du fait de la baisse du prix des carburants. Cette série d'exécutions vise à resserrer l'emprise interne du monarque et de son fils, mais a provoqué d'importantes manifestations de protestation, en Arabie saoudite avec une répression qui a fait au moins un mort, mais aussi au Bahreïn.

Les dirigeants iraniens protestent bruyamment parce que certains des condamnés comme al-Nimr font partie de la minorité chiite, mais ils utilisent de la même façon les condamnations à mort pour faire taire leurs propres opposants. Quant au gouvernement français, il est particulièrement hypocrite en se contentant de «déplorer» ces peines capitales, alors que depuis la visite de Hollande à Riyad en mai dernier et la tenue de la commission jointe franco-saoudienne, c'est un permis de tuer qui a été délivré par la France. Des promesses de ventes pour au moins 20 milliards d'euros sont en jeu : hélicoptères Airbus H145, patrouilleurs maritimes, centrales nucléaires EPR, accords sur la formation à la sûreté nucléaire et le traitement de déchets... En exacerbant les tensions au Moyen-Orient, l'Arabie saoudite apporte une nouvelle preuve du cynisme des politiques extérieures de la France et des USA, ses alliés privilégiés. Loin d'être un rempart au terrorisme djihadiste, les régimes dictatoriaux et théocratiques ont contribué à sa formation, et leurs exactions le renforcent ! Le NPA apporte son soutien à tous les opposants au régime des Al Saoud qui se battent pour la démocratie, la justice sociale, et qui réclament «le renversement du régime».

BIEN DIT

Une telle législation dont chacun sait qu'elle ne peut résoudre le problème qui l'avait suscitée ouvre pratiquement inéluctablement la voie à sa prolongation et à son renforcement dans une course à la surenchère sécuritaire et répressive. (...) N'oublions pas un peu trop facilement que, toutes proportions évidemment gardées, quand Hitler arriva au pouvoir il n'eut, en matière de libertés publiques, qu'à enfiler les bottes législatives que lui avaient fabriquées ses prédécesseurs.

HENRI LECLERC dans un texte «Crimes et libertés» à propos de l'état d'urgence, ITS Newsletter n°28 du 27 décembre 2015

À la Une

Avec tous les « déçus » de la gauche, en 2016 ripostons !

Lors de ses vœux télévisés le 31 décembre, François Hollande a continué à exploiter cyniquement le filon démagogique de la situation créée par les monstrueux attentats de janvier et de novembre pour se poser en homme providentiel, en chef d'une France en danger.

Il a ainsi justifié l'intensification des frappes en Syrie et en Irak. «Les coups portent, les djihadistes reculent, s'est-il glorifié, alors nous continuerons autant que nécessaire.» Sauf que Daesh, s'il a reculé en Irak et en Syrie, a étendu ses opérations en Libye et que personne ne peut croire que les milliers de bombes

des forces de police et de l'armée ainsi que la décision du gouvernement d'introduire dans la Constitution la déchéance de nationalité pour «les individus condamnés définitivement pour crimes terroristes». Il a simplement oublié de préciser que les seuls «individus» concernés seraient dans ce cas les binationaux, comme l'avait

cette mesure qui crée deux catégories de citoyens français, instaurant une citoyenneté de seconde zone, celle des binationaux.

Mais cela ne l'empêche pas de prétendre vouloir mettre en œuvre un «état d'urgence économique et social». «La lutte contre le chômage reste ma première priorité», a-t-il eu le

augmentent les profits des grandes entreprises et les dividendes de leurs actionnaires sans créer un seul emploi.

Sans patrie ni frontières

Hollande croit pouvoir faire accepter l'offensive que son gouvernement mène contre les travailleurs pour le compte du patronat et des plus riches en prônant, à la faveur de l'émotion qu'ont créée les attentats, une unité nationale qui n'est qu'un piège pour les exploités. Il s'agit en effet de faire croire à une communauté d'intérêts entre l'ensemble de la population, les travailleurs, qui ont de plus en plus de mal à vivre décemment et la mince couche d'ultra-privilegiés qui accaparent par leur mainmise sur l'économie de plus en plus de richesses.

«La patrie, a-t-il conclu, c'est le fil invisible qui nous relie tous, Français d'ici ou d'ailleurs, citoyens de toutes conditions, de toutes croyances et de toutes origines.» Comme si le fossé entre les classes possédantes et le monde du travail n'existait pas.

Mensonge d'autant plus cynique quand Hollande vient de confirmer la déchéance de la nationalité, quand on connaît également les conditions indignes, scandaleuses, qui sont faites aux migrants, aux Roms, et plus généralement, à tous les pauvres. «Prolétaires de tous les pays, unissons-nous», cette devise du mouvement ouvrier à l'époque de Marx est d'une brûlante actualité. Les seules frontières qui existent sont les frontières de classe, celles qui séparent toutes celles et ceux qui ne peuvent vivre que de leur travail et l'infime minorité de la population qui s'enrichit de leur exploitation.

Nos souhaits pour 2016, c'est que l'ensemble du monde du travail puisse rassembler ses forces pour la défense de ses intérêts et ceux de toute la société contre la régression qu'entraîne cette politique.

Galia Trépère



lancées sur ces deux pays tuent les dirigeants et soldats de Daesh sans tuer dix fois ou cent fois plus de civils syriens et irakiens. L'intervention française, comme celles des autres puissances, ne fait qu'ajouter de la destruction et de la mort au chaos qui a permis aux bandes armées de Daesh de prospérer.

Sur les traces de Le Pen

Mais peu importe pour Hollande qui est prêt à tout pour servir, pense-t-il, ses ambitions présidentielles. Et de justifier l'état d'urgence, le renforcement

annoncé Valls le 23 décembre dernier. D'ailleurs Hollande n'a-t-il pas précisé qu'il fallait prendre les «bonnes décisions au-delà des clivages partisans». Cette mesure, le Front national en a fait depuis longtemps un cheval de bataille et Sarkozy avait promis de la mettre en œuvre ! D'une main, Hollande évoque les odieuses attaques contre les «lieux de prière» ou les «mosquées», comme celles qu'ont perpétrées des voyous d'extrême droite en Corse. De l'autre, il joue la partition du Front national, il cherche à semer le poison de la division par

culot d'affirmer. Personne ne peut être dupe. Hollande a déclaré qu'il ne se représenterait que si la courbe du chômage s'inversait. Qu'à cela ne tienne, il va faire en sorte qu'il y ait moins de chômeurs... sur le papier grâce à un «plan massif de formation» concernant 500 000 personnes. Pour le reste, ce sont toujours les mêmes prétendus remèdes : «simplifier le code du travail», c'est-à-dire abattre les législations sociales qui limitent l'arbitraire patronal et de «nouvelles aides à l'embauche», des milliards de cadeaux supplémentaires qui

CORSE

No pasaran!

Au lendemain de l'agression contre les pompiers du centre de secours d'Ajaccio (Ajaccio), un rassemblement de soutien était organisé devant les grilles de la préfecture de région...

C'est à l'initiative de collègues de travail de ces derniers, de leurs proches et de leur hiérarchie, que s'est déroulé le rassemblement. Via les réseaux sociaux, une association d'extrême droite connue sous l'appellation de «Vigilanza Naziunale - Vigilance Nationale» demande à ses membres et sympathisants de se joindre à ce rassemblement. Et c'est ce groupuscule fascisant qui, à l'issue du rassemblement, incite les participants à se diriger vers le quartier des Jardins de l'Empereur. Sur les

quelque 600 personnes présentes, la moitié environ leur emboîte le pas.

Une «fachosphère» à la manœuvre

Dans le cortège majoritairement composé de jeunes, des supporters d'un des clubs de foot de la ville, des manifestants agitant le drapeau à tête de Maure et, fait non négligeable, le président d'une association de parents d'élèves. Candidat aux cantonales sous les couleurs d'une des organisations nationalistes (Femu a Corsica-Faisons la Corse), il est par ailleurs l'auteur d'articles et d'ouvrages destinés à dénoncer

l'immigration et ce qu'il affirme être l'émergence de réflexes communautaristes. Si tous les manifestants présents aux Jardins de l'Empereur ne sont pas organisés au sein de cette fraction de

l'extrême droite, l'influence de celle-ci et la claire complaisance lors de l'apparition de slogans ouvertement racistes donnent une connotation politique aux événements.



Un monde à changer

SALAIRES DES FEMMES : LA DISCRIMINATION, TOUJOURS.

Malgré toutes les déclarations et mesures gouvernementales, les salaires des femmes restent inférieurs à ceux des hommes. Une étude récente du ministère du Travail montre ainsi qu'en 2012, dans les entreprises (hors administrations), la rémunération annuelle nette d'un poste de travail occupé par une femme était inférieure de 25,7% à celle d'un poste occupé par un homme.

Cette disparité renvoie à plusieurs facteurs. Le premier est que le temps de travail des femmes est en moyenne inférieur à celui des hommes : les femmes sont plus souvent sur des emplois à temps partiel, et c'est fréquemment un choix contraint.

Mais l'essentiel est ailleurs : le salaire horaire net des femmes est inférieur de 16,3% en moyenne à celui des hommes. Une part de cet écart renvoie au fait que les femmes sont plus souvent sur des métiers moins rémunérés. Les salaires horaires des métiers «féminins» (11,3 euros de l'heure) sont inférieurs en moyenne de 18,9% à ceux des métiers «masculins» en 2012 (14,0 euros de l'heure). Un seul métier de

cadre est à dominance féminine (médecins et assimilés), tandis qu'un seul métier d'employé est à dominance masculine (agents de gardiennage et de sécurité). Mais la plus grande partie de l'écart (les trois-quarts des 16,3%) renvoie au fait que les femmes se trouvent dans chaque métier plus souvent que les hommes au bas de l'échelle des salaires, et ont plus difficilement accès aux emplois les mieux rémunérés. Ces inégalités de salaires entre les femmes et les hommes croissent avec le niveau de qualification et de rémunération des métiers. L'écart est ainsi particulièrement marqué chez les cadres de la banque et des assurances, métier où les femmes occupent 45% des postes de travail... mais gagnent en moyenne 29% de moins que les hommes. C'est dans les métiers d'employé ou d'ouvrier non qualifié que l'écart est le moins prononcé. Même si on tient compte des caractéristiques des postes de travail et des entreprises, de l'ancienneté des salariés, de la localisation géographique, une bonne partie de l'écart au détriment des femmes reste «non expliqué»... c'est-à-dire qu'il est de la pure discrimination!

MIGRANT-E-S

L'espoir par-delà les frontières!

Un chiffre symbolique est tombé il y a quelques jours : selon l'OIM (Organisation internationale pour les migrations), plus d'un million de réfugiés sont arrivés en Europe en 2015.

La plupart traversent la mer Egée et arrivent par la Grèce. Les 3 milliards d'euros promis fin novembre par l'Union européenne à la Turquie pour les empêcher d'entrer dans l'espace Schengen n'y changeront rien, à part augmenter la dangerosité du trajet, parce que les centaines de morts dans la traversée en 2015 n'y ont rien changé.

L'Union européenne a adopté en septembre dernier un plan dit de «relocalisation» (tout un programme!) pour répartir les migrantEs entre les différents pays. 4 mois plus tard, on apprend que l'État français, qui a accepté de prendre en charge 30 000 réfugiés sur deux ans, n'en a accueilli à ce jour que 19! De fait, il n'a accepté ce plan indigne que parce qu'il se combine à des moyens renforcés pour

expulser les migrants dits «économiques». Et depuis le 13 novembre et la fermeture des frontières de la France, cette politique réactionnaire en matière migratoire s'est encore durcie. Les derniers mois, les derniers jours, nous ont montré le résultat de cette politique. Sur Paris, des centaines de migrants dorment dans la rue. Les batailles menées collectivement pour obtenir des hébergements débouchent, une fois les migrants «accueillis» dans des centres, sur l'organisation de mobilisations contre leur maltraitance. La chasse aux sans-papiers s'intensifie : ainsi, le 15 décembre, la police a par exemple pu profiter d'une demande d'intervention d'un bailleur confronté à une grève dans un foyer du 18^e arrondissement pour rafler 20 personnes.

Cap sur le 23 janvier!

Sur Calais, 19 migrants sont morts en 6 mois en tentant de passer la frontière pour la Grande-Bretagne. 7 000 vivent dans les conditions indignes de «la Jungle», mais doivent dorénavant se considérer comme privilégiés par rapport aux 3 000 qui ont établi un campement à 40 kilomètres de là, dans des conditions plus précaires



Grande-Synthe dans le Nord, un camp inhumain de 3000 migrantEs... DR

encore... Là-bas, la police peut s'appuyer les services de l'extrême droite qui, à l'instar des «Calaisiens en colère», monte des milices et diffuse des vidéos où on les entend demander à la police de frapper les migrantEs, aux cris de «On est en France!».

La politique du gouvernement français, cumulée aux scores du FN lors des dernières élections, a de quoi nous rendre pessimistes. Mais puisque le paysage devient sombre ici, regardons par là. Vers les pays qui ont réussi à construire d'énormes mobilisations de solidarité, comme en Grande-Bretagne où le 12 septembre dernier, 50 000 personnes ont manifesté dans les rues de Londres; comme en Grèce, où une coalition importante organise une mobilisation nationale contre

le mur d'Evros à la frontière gréco-turque le week-end des 23 et 24 janvier. Regardons enfin vers les migrantEs qui luttent pour leur dignité, ici et ailleurs, et les milliers d'activistes qui organisent la solidarité sur le territoire. Si on regarde par là, on y trouve de la détermination, on y puise du courage. C'est une voie à bâtir, et c'est tout le sens de la mobilisation qui s'organise le 23 janvier sur Calais, le même jour que l'initiative en Grèce. Le cadre unitaire francilien organise des départs collectifs, en lien avec les organisations locales et les réseaux britanniques de solidarité. Il y aura sans doute également des initiatives aux frontières franco-italienne et franco-espagnole. «De l'air, ouvrons les frontières!»

Vanina Giudicelli

Ces faits s'inscrivent dans un processus survenu depuis quelques années, processus marqué par l'émergence de groupes fascistes dont certains ont commis des attentats à l'encontre de personnes issues de l'immigration maghrébine. Cette «fachosphère», également très active sur les réseaux sociaux, regroupe à peu près, toutes les composantes de l'extrême droite qui évoluent dans les mêmes eaux que le FN, tout en entretenant des rapports contradictoires avec celui-ci. Pour mettre en échec cette peste brune, au moins deux conditions doivent être réunies : d'une part la caractérisation précise des embryons d'organisations qui la composent, de l'autre l'inévitable analyse économique, culturelle et sociale du contexte.

Qui sont-ils?

Jean-Guy Talamoni, le nouveau président nationaliste de l'Assemblée de Corse a déclaré que cette mouvance est étrangère à la société corse. Cette analyse ne résiste pas à la prise en compte de la réalité. Le conglomérat

se compose de chrétiens intégristes, d'anciens parachutistes présents dans les troupes croates lors de la guerre des Balkans, de quelques syndicalistes, hélas militants et responsables du STC (syndicat d'obédience nationaliste, première organisation syndicale en Corse), de nostalgiques de la fraction mussolinienne de l'irréductibilisme et de l'OAS. Le Bloc identitaire est également présent, notamment auprès de certains groupes de supporters de clubs de foot. Globalement, deux ensembles sont en concurrence. Le FN et le Bloc identitaire sont positionnés sur un nationalisme tricolore. La myriade des autres groupes se revendique de la lutte de libération nationale, dénonçant pêle-mêle l'Europe, la mondialisation, l'État français et des aspects du libéralisme économique. Lié au Mouvement social européen (MSE), sa principale composante s'appuie sur une ligne ouvertement nationale-socialiste. Sous le sigle Corsica Patria Nostra (La Corse notre patrie), cette fraction encore numériquement très faible tente cependant de stabiliser un corpus idéologique dans

le but d'unifier l'extrême droite dans l'objectif d'une révolution nationale fondée, entre autres aspects, sur le droit du sang.

La composition sociologique de cet ensemble concerne une fraction de la petite bourgeoisie, des salariés et une partie d'un lumpen prolétariat en constante augmentation.

Dans quel contexte?

Avec un taux de chômage de 22% et plus de 50 000 personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté (987 euros/mois), la Corse figure selon l'Insee au rang des régions parmi les plus pauvres de l'hexagone. L'emploi précaire touche particulièrement les secteurs du tourisme et de la grande distribution, secteurs qui au demeurant dégagent les plus fortes plus-values. Le qualificatif de «travailleurs pauvres» englobe également une forte proportion d'agents de la fonction publique. L'institutionnalisation des organisations majoritaires au sein du mouvement national et la sur-représentation de la petite bourgeoisie dans cet

ensemble, ont comme conséquences l'acceptation des principes de l'économie de marché et le refus d'une voie corse au socialisme, thème original de la lutte de libération nationale. C'est sur ce terreau que prolifère l'extrême droite.

Face à cette situation, A Manca propose la mise en place d'un front, le plus large possible, basé sur l'antiracisme et l'antifascisme. Mais cela ne peut suffire sans l'application urgente d'un plan économique et social. C'est à cet effet que le collectif «No pasaran» en voie de constitution veut regrouper le monde du travail. Ces deux niveaux d'intervention n'excluent en rien la nécessaire construction d'un mouvement anticapitaliste, anti-impérialiste, féministe, contre toutes les formes de discrimination. La revendication de l'application du droit à l'autodétermination reste l'axe incontournable de cet objectif.

Serge Vandepoorte

Militant de la Manca, organisation marxiste révolutionnaire corse sympathisante de la IV^e Internationale

Le chiffre

50%

C'est le taux de recours à la nouvelle prime d'activité prévue par le gouvernement dans le budget. Autrement dit, il est déjà officiellement enregistré que la moitié de ceux qui y auraient droit n'en bénéficieront pas! C'est le cas de nombreuses prestations sociales que les intéressés ne demandent pas, découragés par les formalités ou ne voulant pas avoir l'air de «mendier», tout comme la CMU-complémentaire (santé) que moins de 40% des bénéficiaires potentiels utilisent. Et dire que l'on nous bassine avec la fraude...



Agenda

Samedi 9 janvier, manifestation pour le peuple kurde, Paris. Voir en page 12

Samedi 9 janvier, mobilisation contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, Nantes. Voir en page 10.

Samedi 9 janvier, émission sur l'état d'urgence, radio Fréquence Paris Plurielle. Christine Poupin (NPA), Laurent Esquerre (Alternative libertaire) et unE militantE de LO, à partir de 12h sur FPP (106.3 en région parisienne), également sur <http://rfpp.net> en direct, et en podcast sur <http://hebdo-julialaure.info>

Mercredi 13 janvier, rencontres de La Brèche, Paris. *Je suis Charlie. Ainsi suit-il* (2015, Harmattan), présentation du livre par un des auteurs, Alain Brossat, à 18h30 à la librairie, 27 rue Taine, 12^e.

Vendredi 15 janvier, réunion publique unitaire contre la guerre, Paris. A 19h, à la Bourse du travail, 3 rue du Château-d'Eau, 10^e (Métro République).

NO COMMENT

Il faut qu'elle [la déchéance de nationalité] soit ouverte à l'ensemble des Français, pas seulement aux binationaux.

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS, premier secrétaire du PS, sur *LCI* le lundi 4 janvier. Avant, ils parlaient du droit de vote pour tous les résidents... Aujourd'hui, c'est la déchéance de nationalité pour tous les Français!

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Kristo et Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

SANTÉ Mais d'où viennent les déserts (médicaux) ?

Faute de médecins ou d'établissements de santé proches, l'accès aux soins devient problématique sur des territoires de plus en plus étendus, les « déserts médicaux », en secteur rural, mais aussi en banlieue.

Selon le gouvernement, 2 millions de personnes (plus de 3 millions selon le magazine *Que choisir?*) sont concernées et les inégalités entre les territoires augmentent. Hollande en avait fait une de ses « priorités » que Marisol Touraine a traduite dans un « pacte territoire santé » dont la deuxième phase a été présentée fin novembre. Mais faute de s'attaquer aux causes, les remèdes de la ministre restent dérisoires.

L'exercice médical libéral en cause...

La création de la Sécurité sociale en 1945 ne s'est pas accompagnée de la création d'un service santé de proximité public et gratuit. Le service public reste pour l'essentiel cantonné à l'hôpital. La plupart des soins courants pratiqués « en ville » sont le fait des médecins libéraux généralistes et spécialistes, et des professionnels libéraux rémunérés pour l'essentiel à l'acte.

L'un des piliers de la médecine libérale est la « liberté d'installation » : la possibilité d'exercer non là où il y a des besoins, mais là où le praticien le souhaite, pour des raisons personnelles (conditions de vie et d'exercice). Conséquence de cette liberté : une répartition très inégalitaire des médecins libéraux, généralistes ou spécialistes sur le territoire. Ainsi, toutes spécialités confondues, il y a 378 médecins pour 100 000 habitants dans les Alpes-Maritimes, et 167 dans le département de l'Eure. On compte 979 généralistes pour la même population dans le Val-de-Marne, alors qu'on en trouve 197,2² à Paris. Dans les deux cas, c'est un rapport de plus de 1 à 2, et les disparités au sein de ces territoires sont encore plus grandes.

La situation s'aggrave du fait du vieillissement du corps médical, des départs, et du manque d'attrait d'une médecine générale en crise.

... aggravé par la disparition du service public de proximité

La désertification est aussi la conséquence de la disparition organisée par les politiques d'austérité de l'hôpital public, dont les services urgences permettent à chacun d'accéder rapidement à des soins.

Le choix fait par ce gouvernement est de poursuivre la fermeture des hôpitaux de proximité, en particulier de leurs urgences. Le rapport Grall paru en juillet dernier prévoit la suppression de 67 des 650 services d'urgence encore ouverts, soit plus de un sur dix, très souvent dans des secteurs déjà « désertifiés »...

Touraine, un emplâtre sur une jambe de bois

Dès lors, les mesures avancées dans son plan apparaissent dérisoires face à la gravité du mal. Faute de maintenir les services d'urgence, la promesse de Hollande – « aucun Français ne doit se trouver à plus de 30 minutes de soins d'urgence » – se traduit par le déploiement d'ici 2017 de 700 médecins « correspondants du Samu » !

Faute d'un service public de santé de proximité (centres de santé), la ministre a proposé – sans grand succès – de garantir un revenu annuel de 55 000 euros aux médecins qui acceptent de s'installer dans les « déserts médicaux », et la loi Touraine prévoit de mieux coordonner les professionnels libéraux dans des « communautés professionnelles territoriales de santé ». Un emplâtre sur une jambe de bois, les seules réponses ne pouvant se trouver que dans une remise en cause de la médecine libérale à l'acte et dans l'attribution des moyens nécessaires au développement d'un service public de santé, à l'hôpital et dans la cité (centres de santé publics et gratuits).

J.C. Delavigne

1- De plus, les spécialistes pratiquent très souvent des dépassements d'honoraires dissuasifs.

2- Source : site du Conseil de l'Ordre des médecins, <http://demographie.medecin.fr/demographie>

ÉTAT D'URGENCE

Le gouvernement à la peine!

Sur fond de débat sur la déchéance de la nationalité et de prorogation ou non de « l'état d'urgence », 2016 débute par une semaine particulièrement anxiogène de commémoration de la tuerie de Charlie hebdo il y a tout juste un an...

Pas une chaîne de télé qui n'aie programmé pour l'occasion une série de « reportages » ou de « débats ». Le point d'orgue en sera le rassemblement concert du 10 janvier place de la Répu-

après plus de 3 000 perquisitions – excusez du peu – et 309 gardes à vue, dont une bonne partie étaient consécutives à des manifestations non autorisées. Par contre, les atteintes à nos libertés fondamentales ont,

voitures brûlées dans la nuit de la Saint-Sylvestre qui pourrait embellir le tableau !

Les pieds dans le tapis

Frénésie répressive et amateurisme semblent être les carburants essentiels de la politique actuelle du gouvernement. Lâché par la plupart de ses soutiens dans son projet de loi sur la déchéance pour les Français ayant une double nationalité, il semble qu'il n'envisage plus à présent de proroger l'état d'urgence au delà du 26 février, alors qu'il nous promettait il y a peu un état d'urgence permanent. Ces reculades, si elles se confirmaient, seraient l'expression d'un échec supplémentaire pour un gouvernement déjà fortement discrédité. Ces possibles reculs sont d'abord à mettre au crédit d'un mouvement social qui, bien que minoritaire dans une « opinion publique » traumatisée, a su, dans une situation politique difficile, ne pas renoncer à se rassembler, manifester, tenir des meetings, faire grève... Dire tout simplement Non ! Ils sont aussi l'expression d'une totale absence de stratégie de la part de ceux qui nous gouvernent ou qui prétendent les remplacer en 2017.

Ne pas relâcher la pression

Nul doute que c'est sur la question de la déchéance de la nationalité que le débat va se focaliser dans les prochains jours. Nul doute non plus qu'un « plan B » émerge

pour sortir le gouvernement du guépier dans lequel il s'est fourré. Mais il ne faudrait pas que ce débat, certes important mais aux conséquences essentiellement « symboliques », occulte ou « relativise » les autres fronts de lutte du mouvement social. Parmi ceux-ci, vendredi 15 janvier à la Bourse du travail de Paris un meeting contre la guerre à l'appel d'intellectuels, ou le 23 janvier une manifestation à Calais dans le cadre d'une journée internationale de solidarité avec les migrant Es.

Le collectif « Stop l'état d'urgence », après la réussite d'un premier meeting à la Bourse du travail mi-décembre, se réunit ces prochains jours pour préparer une mobilisation nationale le 7 février. Celle-ci sera vraisemblablement précédée par une initiative parisienne courant janvier. Il propose également l'ouverture d'un site internet, et la mise à disposition d'un logo commun « stop l'état d'urgence » pour l'ensemble des mouvements qui s'opposent à celui-ci.

Des convergences importantes se sont exprimées ces dernières semaines sur les questions de la guerre, de l'islamophobie, des réfugiés et migrant Es, de la déchéance de la nationalité. Toutes ces thématiques sont interdépendantes et nous offrent la possibilité d'un Tous ensemble qui permettrait au mouvement social de faire un saut qualitatif et quantitatif, qui renforcerait tous les fronts de lutte. C'est à cela que doivent s'atteler prioritairement les anticapitalistes ces prochaines semaines.

Alain Pojolat

LES BONNES RÉOLUTIONS



blique où l'on pourra écouter les Chœurs de l'armée française et la toujours sémillante idole des jeunes Johnny Halliday.

L'heure des bilans

L'état d'urgence arrivant à échéance le 26 février, de quel bilan positif le gouvernement peut-il se prévaloir dans sa « lutte contre le terrorisme » ? À notre connaissance, aucune cellule de Daesh n'a été à ce jour démantelée

elles, été légion : interdictions de manifester, assignations à résidence, gardes à vue abusives, etc. faisant l'objet de 46 procédures judiciaires pour excès de pouvoir. Notons que le ministère de l'Intérieur n'a pas jugé utile d'établir un bilan des « 453 infractions constatées » qui ferait la différence entre celles relevant du droit commun et celles relevant d'une « entreprise terroriste ». Et ce n'est pas la baisse de 15 % de

DÉCHÉANCE DE NATIONALITÉ

Hollande fait les poubelles de l'histoire

Puisée dans l'arsenal des mesures prônées depuis toujours par l'extrême droite, l'annonce de l'inscription dans la Constitution de la déchéance de nationalité pour les « binationaux nés français et condamnés pour terrorisme » fait la joie du Front national...

Philippe, le numéro 2 du FN, trouve que « François Hollande a été touché par la grâce »... et affirme que celui-ci a pris cette décision suite à l'entrevue qu'il a eue avec Marine Le Pen à l'Élysée au lendemain des attentats du 13 novembre. Du côté des Républicains, on votera pour, c'est Sarkozy qui l'affirme, même si une partie de la droite trouve la mesure trop timorée ou inutile, ou la dénonce comme un coup politique. Comme le dit un proche de Sarkozy, finalement débordé sur sa droite par Hollande, « si on veut pouvoir brocarder François Hollande sur son naufrage idéologique, lui qui jugeait la déchéance indigne en 2010 et qui la

défend coûte que coûte aujourd'hui, alors il nous faut nous aussi être cohérent et voter aujourd'hui ce que nous proposons hier ».

Mais les votes de la droite et de l'extrême droite ne suffiront pas à Hollande et Valls pour avoir la majorité des 3/5 au Parlement nécessaire pour toute révision de la Constitution. Les parlementaires du Front de gauche et d'EELV ont annoncé qu'ils voteraient contre, les déclarations de leurs principaux dirigeants ne laissent aucune ambiguïté sur leur opposition à cette mesure nauséabonde. C'est tant mieux ! Après avoir voté pour l'état d'urgence en novembre dernier, il semble qu'à la gauche du PS on reprenne en partie ses esprits.

Une partie de la gauche fait de la résistance

C'est donc du côté des députés socialistes que le gouvernement ne ménage pas ses efforts pour convaincre, car il semble qu'à l'heure actuelle une majorité d'entre eux ait l'intention de ne pas voter cette mesure. Un argumentaire leur a même été envoyé dans lequel on peut lire, entre autres horreurs que ne renieraient pas les lepénistes, que « dans l'absolu, il faudrait pouvoir déchoir tout auteur d'un crime terroriste de la nationalité française, qu'il soit bi-national ou non.



Déchéance: l'original et la copie... DR

Mais les principes internationaux que la France a reconnus interdisent de rendre une personne apatride »... On pourrait presque entendre une nuance de regret !

Ce genre d'arguments donne envie de vomir. Espérons qu'ils consolideront plutôt dans leur opposition une partie des socialistes. Ça rue de fait fortement dans les brancards puisque des figures comme Martine Aubry, Jean-Marc Ayrault, Benoît Hamon, la maire de Paris Anne Hidalgo, ainsi qu'un des proches de Hollande, Jean-Pierre Mignard, ont martelé leur opposition à cette disposition. Quatre cadres du Parti socialiste, dont deux membres de son « parlement », le conseil national, Mathieu Pouydesseau et Gérald Elbaze, et un vice-président de sa

commission nationale des conflits, Arnaud Delcasse, ont annoncé le 28 décembre qu'ils avaient saisi la Haute autorité éthique du parti, jugeant que « Manuel Valls, par ses propos réitérés sur le fond et la forme, s'était mis hors des principes mêmes du Parti socialiste ». Un vice-président du Conseil départemental de Gironde, Jean-Marie Darmian, s'est mis en congé du parti, estimant que la déchéance de nationalité était « une des gouttes successives accumulées ces derniers temps dans un vase qui vient de déborder et que le liquide ressemble à de la ciguë pour (sa) conscience ».

On se prend à rêver : et si 2016 marquait le réveil de la conscience d'une partie des dirigeants socialistes ? Marie-Hélène Duverger

CENTRAFRIQUE

Élections en trompe-l'œil

Pas sûr que l'élection présidentielle qui vient de se dérouler permette de tourner la page de trois ans de violence entre communautés, consécutive au renversement du dictateur Bozizé par la Séléka qui a dû laisser le pouvoir à un gouvernement de transition.

L'élection présidentielle s'est mieux déroulée que celle du référendum constitutionnel qui a eu lieu quelques semaines plus tôt et qui a été émaillée de violences. Cette nouvelle Constitution adoptée par 93% des voix, mais avec un taux de participation de 38%, autorise seulement un second mandat présidentiel et insiste sur l'interdiction des milices armées et des prises de pouvoir par la force, vues comme des crimes imprescriptibles.

Trente candidats

Pour les présidentielles, pas moins de trente candidats se sont présentés après que l'Autorité nationale des élections eut écarté 14 candidatures dont celle de Bozizé, l'ancien dictateur déchu, sous le coup d'une sanction des Nations unies pour son rôle dans les violences qu'a connues le pays depuis ces trois dernières années. L'annulation des candidatures de Bozizé et de Patrice-Edouard Ngaïssona, le dirigeant des anti-balaka, a suscité quelques tensions dans la capitale Bangui parmi leurs fidèles.

Sur les trente candidats, trois personnalités se détachent au vu des premiers résultats partiels. Faustin Archange Touadéra est arrivé en tête dans la région de Bangui. Ancien recteur de l'université, ancien Premier ministre de Bozizé, il fait partie du sérail de l'ancien dictateur. Dans son annonce de candidature, il déclarait : « ma candidature et celle de François Bozizé ne peuvent être concurrentielles. Je me retirerai si jamais l'ancien

président venait à être candidat aux prochaines élections ». Le second est Anicet-Georges Dologuélé, ancien ministre de Patassé. Il a bénéficié du soutien du Kwa Na Kwa (KNK), le parti politique de Bozizé. Si on le dit efficace, il est surtout connu pour être corrompu. Enfin, arrivé en troisième position, Désiré Kolingba, fils d'un ancien dictateur, ancien de la Banque mondiale, s'était déjà présenté pour être président du gouvernement de transition.

Sombres perspectives

Ces élections risquent fort d'être une réussite sans lendemain. En effet quel

que soit le résultat, la Centrafrique restera un pays ingouvernable, avec un État en lambeaux dans la capitale et quasiment inexistant dans le reste du pays en proie aux différentes milices armées. Quant aux réfugiés et déplacés, ils représentent toujours près de 20% de la population. Un terrible constat, en dépit du satisfecit du gouvernement français, que, deux ans après son lancement, l'opération militaire Sangaris n'a pas réussi son double objectif de protection des populations civiles et de désarmement des milices.

La Séléka s'est disloquée en une multitude de milices armées qui

contrôlent le nord du pays, les anti-balaka règnent, eux, sur le sud, et l'armée du seigneur, connu sous l'acronyme anglais de LRA, une milice d'origine ougandaise dirigée par Joseph Kony, écume la région du sud-est du pays.

Politique française de court terme...

La politique de la France vise plus à créer une normalité largement factice en Centrafrique en écartant les risques de partition du pays et de coup d'État. Avec l'aide du Tchad, elle étouffe les velléités de Nouredine Adam, un des dirigeants de la Séléka, de scissionner le pays, et a aussi déjoué la tentative de prise de pouvoir en bloquant à Sibut ses milices qui descendaient sur Bangui en octobre. Elle s'est aussi opposée aux accords de Nairobi, conclus en avril entre la Séléka et une grande partie des anti-balaka, qui accordaient une immunité aux deux auteurs de guerre, Michel Djotodia et François Bozizé, et leur permettaient d'entrer à nouveau dans le jeu politique avec un risque de déstabilisation pour le pays.

Cette politique de court terme vise simplement à tenter de se désengager militairement sans apporter une aide au règlement des problèmes de fond largement hérités de la politique française de soutien aux différentes dictatures les plus corrompues pendant des décennies. Ainsi, les réponses à la misère, à l'insécurité alimentaire, à l'absence de soins dont souffrent les populations restent dramatiquement absentes.

Paul Martial

1- <http://rjdh.org/faustin-archange-touadera-se-desolidarise-du-tnk-et-devient-candidat-independent-a-la-presidentielle>



Des urnes sous haute surveillance... DR

PAKISTAN

Entre Inde et Afghanistan, grandes manœuvres

Les tensions indo-pakistantaises ne se réduisent pas malgré la visite du Premier ministre indien à Lahore.

Depuis la partition de l'Empire britannique des Indes en 1947, le conflit frontalier indo-pakistantais n'a jamais été résolu, se cristallisant en particulier sur la question du Cachemire, divisé en deux. Les rencontres de haut niveau entre les deux États sont rares. La visite « surprise » du Premier ministre indien Narendra Modi à Lahore, le 25 décembre dernier, pour y rencontrer son homologue Nawaz Sharif, a donc fait l'objet de bien des spéculations, malgré sa brièveté. Une semaine plus tard, un commando séparatiste cachemirien venu du Pakistan s'est infiltré dans une base aérienne indienne, dans la province frontalière du Pendjab. Après quatorze heures de combats, New Delhi a annoncé le 2 janvier que les quatre membres du commando avaient été tués. L'état-major met en cause le mouvement islamiste Jaish-e-Mohammed créé en 2000 par les services secrets militaires pakistantais pour faire pression sur l'Inde au Cachemire. Bien qu'aujourd'hui officiellement interdit au Pakistan qui a condamné l'attaque, ce groupe continu de bénéficier de solides protections sans lesquelles il ne pourrait opérer ainsi. Cette attaque a eu lieu alors qu'une importante réunion doit se tenir dans une semaine en Afghanistan entre la Chine, les États-Unis, le Pakistan et l'Afghanistan sur la question des négociations de paix avec les talibans. L'influence chinoise dans ce pays ne cesse de croître avec le retrait (inachevé) des forces US, alors que les services secrets de l'armée pakistantaise sont étroitement liés à des mouvements talibans afghans.

Instabilité chronique

Le Pakistan considère l'Afghanistan comme son arrière-base stratégique en cas de conflit avec l'Inde. Cependant, l'Inde est elle aussi engagée sur ce théâtre d'opérations, apportant son soutien au gouvernement de Kaboul pour contrebalancer l'influence sino-pakistantaise. Elle appuie aussi des irrédentistes au Baloutchistan, province frontalière sous administration pakistantaise. Plus généralement, New Delhi réaffirme son rôle de puissance régionale en Asie du Sud et fait tout pour contrecarrer les ambitions chinoises dans cette partie du monde. Les grandes manœuvres diplomatiques en cours avivent les contradictions internes aux divers régimes de la région. La « visite » de Modi à Lahore a pris à contrepied la droite radicale indienne, en particulier le Corps des volontaires nationaux (RSS), mouvement hindouiste sectaire d'où est issu le Parti du peuple indien (BJP)... dont le Premier ministre est membre. Au Pakistan, des formations fondamentalistes sunnites poursuivent leur attentats sanglants contre les chiites (minoritaires dans le pays), les chrétiens, les formations laïques ou l'armée. Ils dénoncent tout rapprochement avec l'Inde, ennemi héréditaire. C'est notamment le cas pour les talibans pakistantais, la fraction Jamat-ul-Ahrar et le Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP). L'influence de l'État islamique semble se renforcer.

En Afghanistan, le gouvernement de Kaboul perd du terrain devant les offensives talibanes. Il doit par ailleurs composer avec des « parrains » aux intérêts aussi concurrents que les États-Unis, la Chine, l'Inde et le Pakistan !

Les processus de paix semblent toujours aussi incertains : le jeu des puissances et les crises de régime (Pakistan, Afghanistan) nourrissent en effet l'instabilité chronique dans cette région stratégique, charnière entre l'Asie du Sud et le Moyen-Orient.

Pierre Rousset

USA Au pays des violences policières et racistes

Pour la première fois aux États-Unis, les bavures policières ont été comptabilisées de façon indépendante. Le FBI ne fournit pas de données exhaustives et ne rend public que son recensement dit des « homicides justifiés », soit les criminels tués dans le cadre de la loi par les forces de l'ordre. Une façon de dissimuler les bavures... En 2014, le bilan officiel avait été de 444 morts.

Face à l'ampleur des bavures et en particulier sous la pression du mouvement Black Lives Matter né des mobilisations suite à l'assassinat par un policier d'un jeune noir à Ferguson, deux journaux, l'édition américaine du Guardian et le Washington Post, ont tenu leur propre recensement en 2015. La ministre de la Justice Loretta Lynch s'est sentie obligée face à la colère et au mécontentement d'annoncer une étude, reconnaissant que des données statistiques complètes étaient « cruciales pour la transparence et l'attribution des responsabilités ».

Peut-être aussi pour que la vérité soit dite et les comportements racistes de la police dénoncés et condamnés.

Permis de tuer

Plus de 1134 civils tués, tel est donc le sinistre bilan 2015 de la police américaine. Dans la majorité des cas où les policiers ont abattu un agresseur armé, cet individu était blanc. Mais pour les cas où le danger était moindre, les Noirs, qui constituent seulement 6% de la population américaine, représentent 40% des personnes non armées abattues par les policiers!

Les Afro-Américains âgés de 15 à 34 ans, qui ne constituent pourtant que 2% de la population, ont représenté plus de 15% des 1134 personnes tuées par les flics. Un jeune homme noir a neuf fois plus de probabilités que n'importe quel autre Américain d'être tué par la police, et cinq fois plus qu'un autre Américain du même âge. Enfin, environ un quart des Afro-Américains tués en 2015 n'étaient pas armés, contre 17% des Blancs...

Ces sinistres statistiques sont rendues publiques au moment où, le 28 décembre dernier, était annoncé que le policier blanc qui avait abattu dans l'État de l'Ohio Tamir Rice, un garçon noir de 12 ans qui brandissait un pistolet jouet, ne serait pas poursuivi

BAVURES AUX USA



par la justice... Le jeune garçon est mort il y a un peu plus d'un an, alors que de nombreux Américains manifestaient depuis des semaines contre l'impunité dont bénéficient la plupart des policiers blancs impliqués dans la mort de Noirs. Selon The Guardian, des membres des forces de l'ordre n'ont été mis en examen pour crime que pour dix-huit des bavures mortelles commises en 2015. Un véritable permis de tuer.

La semaine de la publication de ces statistiques, des flics en patrouille à Chicago, appelés pour une simple dispute familiale, ont abattu un homme de 19 ans et sa voisine, mère de cinq enfants. Le premier, Quintonio LeGrier, brandissait une batte de base-ball et souffrait de troubles psychiatriques, et la deuxième, Bettie Jones, n'a selon ses avocats fait qu'ouvrir sa porte...

Yvan Lemaitre

SYRIZA, DE LA VICTOIRE À LA CAPITULATION

Le 25 janvier, le peuple grec votait massivement pour Tsipras et Syriza. Il rejetait l'austérité et les sacrifices que lui imposent depuis 2009 la troïka et la bourgeoisie grecque avec le soutien actif des gouvernements européens, Hollande en tête. En cinq ans, le chômage a triplé, les salaires et les pensions ont été diminués de 10, 20, 30%, les services publics ont été démantelés. Sauf quelques centaines de familles liées aux armateurs et au grand capital de la distribution et du bâtiment, personne n'est épargné. Tsipras avait promis de faire payer davantage les plus riches,

y compris les armateurs et l'Église orthodoxe, et de renégocier la dette. Soumis au talon de fer de la troïka, n'osant pas faire appel aux travailleurs, à la population, il a capitulé, abandonnant au final son plan dit anti-austérité pour accepter la mise sous tutelle de la Grèce. Les dirigeants européens ont voulu montrer qu'il n'y avait pas d'autre issue que de se plier à leur diktat. Ils ont surtout démontré l'impasse des politiques réformistes. Pour briser le joug de la finance, il n'y a pas d'autre voie que la lutte collective, consciente, anticapitaliste et révolutionnaire des peuples.

CONTRE LES DROITS DES TRAVAILLEUR/EUSES

Acharné à fournir aux capitalistes l'environnement social le plus favorable, le gouvernement Hollande-Valls n'a respecté aucune pause, que ce soit dans le contexte des attentats de janvier, de novembre, ou suite à ses échecs répétés aux élections. Votée en mars en procédure accélérée, sous 49-3, la loi Macron met en place l'assouplissement du travail de nuit et de week-end, des mesures de simplification des procédures de licenciement collectif, le plafonnement des indemnités en cas de licenciement abusif, l'allègement des condamnations en cas de délit d'entrave de l'employeur. Mais ces premières mesures de « simplification » du code du travail ne suffisent pas au patronat. À peine votées, Valls faisait adopter une loi autorisant le renouvellement à deux reprises des CDD et mettait la

loi Rebsamen en chantier. De nouvelles attaques avec l'encadrement dans le temps de la consultation des institutions représentatives du personnel (IRP), la possibilité dans les entreprises de moins de 300 salariéEs de regrouper ces IRP au sein d'une délégation unique du personnel, la suppression du rapport de situation comparée qui permettait un bilan chiffré sur l'égalité homme-femme.

Ne rencontrant qu'une approbation de la part de la CFTD et consœurs et une opposition timorée de la CGT-FO-FSU, le gouvernement est bien décidé à poursuivre son œuvre rétrograde avec la mise place de la commission Combrexelle-Badinter chargée de réécrire complètement le code du travail dans une version light mettant notamment à bas le principe de faveur et tendant à donner une place décisive aux accords au niveau de l'entreprise.

RÉSISTANCES MULTIPLES, RÉVOLTES DES INVISIBLES

Malgré le contexte social et politique, les luttes sociales n'ont pas cessé. Au-delà des négociations annuelles obligatoires sur salaires, des ripostes souvent le dos au mur, contre les suppressions de postes ou des fermetures de sites qui témoignent d'une volonté de résistance. Dans les hôpitaux de Paris, les personnels sont mobilisés contre un plan modification de l'organisation du temps de travail avec notamment la réduction du nombre de jours RTT. Une mobilisation animée par une intersyndicale bousculée à plusieurs reprises quand les directions entamaient des négociations de couloir. Avec la chemise arrachée d'un DRH, les salariéEs d'Air France sont devenus le symbole de la réponse ouvrière aux violences patronales. Symbole aussi pour le patronat et le gouvernement qui déverseront haine et calomnies contre les salariéEs et n'hésiteront pas à procéder aux licenciements et à la poursuite en justice des prétendus meneurs. Des salariéEs souvent invisibles – dans les couloirs des grands hôtels, dans les cuisines, derrière les rayons des grands magasins – se révoltent contre une exploitation souvent forcenée. Dans les palaces parisiens, depuis Park Hyatt en 2014, les mobilisations des femmes de ménage, femmes de chambre,

gouvernantes, cuisiniers, se sont enchaînées dont parmi d'autres à Paris Royal Monceau puis W Opéra. De même dans le nettoyage, à Nantes, à Lyon, à la BNF, dans les HLM de Paris et dans de multiples entreprises. Horaires et conditions de travail, bas salaires, corruption syndicale, multiplication des niveaux de sous-traitance, ne viennent pas à bout de la combativité d'un salariat pour lequel l'inexpérience stimulent l'imagination et la détermination. Des luttes souvent liées à la question des sans-papierEs, comme celles de la coiffure au 57 boulevard de Strasbourg qui ont obtenu cette année leur régularisation après 11 mois de mobilisation. Dans le commerce, la détermination du gouvernement à généraliser le travail du dimanche et le travail de nuit avec la multiplication des zones touristiques internationales (ZTI) a suscité une riposte prolongée, déterminée, notamment à Paris avec l'appui du CLIC-P, collectif intersyndical fer de lance des mobilisations contre la loi Macron. Avec la tentation permanente des directions syndicales de centrer les mobilisations sur le dialogue social, les appels à manifester nationalement le 9 avril ou le 8 octobre n'ont eu que peu d'effet au regard de la nécessité de centraliser et de coordonner les luttes.

DE LA SYRIE À LA LIBYE, VERS L'EXTENSION DE LA GUERRE

Le 18 décembre, les 15 membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont adopté à l'unanimité une résolution confirmant la feuille de route pour une solution politique à la guerre, établie par les grandes puissances en novembre à Vienne. Celle-ci prévoit des négociations entre le régime et l'opposition dès janvier pour un cessez-le-feu sur tout le territoire syrien, puis un gouvernement de transition dans les six mois, et des élections dans les dix-huit mois. Une chimère, un cadre politique virtuel, une tromperie pour justifier la guerre dans laquelle les grandes puissances sont engagées et dont la seule réelle conséquence immédiate est de remettre Assad au centre des discussions.

Dans les faits, les grandes puissances n'ont aucune issue si ce n'est d'intensifier la guerre avec, peut-être dans quelques mois, une nouvelle intervention terrestre. Quelle paix pourrait naître de cette coalition d'États aux intérêts rivaux

qui compte entre autres l'Arabie saoudite ou la Turquie d'Erdogan ? Le 31 décembre, ce dernier a promis de « nettoyer » la Turquie du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en faisant référence à l'Allemagne nazie d'Hitler pour défendre son propre régime ! Ce n'est pas contre Daesh que l'armée turque se bat mais contre les Kurdes. Le jeu sinistres des rivalités entre les grandes puissances internationales ou locales entretient le chaos. Et parmi ces manœuvres, il y a les sanglants calculs de Hollande. Quatre ans après le renversement de Kadhafi, le gouvernement prévoit une intervention militaire en Libye, selon Le Drian « à l'horizon de six mois, voire avant le printemps »... Une politique criminelle, alors qu'en Syrie, près de 4 millions de personnes, sur une population de 21 millions, ont été contraintes de s'exiler au prix de leur vie, face à la fermeture des frontières, murs et barbelés que dressent contre eux les États responsables de leur drame.



Un sniper kurde regarde la ville syrienne de Kobané en ruines, le 30 janvier 2015 DR

DAESH OU LA MONDIALISATION DU TERRORISME DJIHADISTE

Daesh semble vouloir maintenant menacer l'Allemagne et Israël. 2015 l'a vu mondialiser son champ d'action. Né à travers la guerre en Afghanistan puis l'invasion de l'Irak en 2003, constitué en 2013, l'État islamique en Irak et au Levant (Daesh) conquiert en 2014 un tiers de l'Irak et la moitié de la Syrie, 230 000 km² où il fait régner la terreur. La barbarie de Daesh s'est constamment nourrie de celle engendrée par les interventions des grandes puissances et des marionnettes qu'ils ont installées au pouvoir en Irak. Elle a prospéré sur la base de l'effondrement d'États sans légitimité populaire, en profitant des armes que leur a fournies abondamment les USA comme des ventes d'armes occidentales. Il peut se financer par toutes sortes de trafics, principalement le pétrole et les armes, jouant de complexités bien établies, des manœuvres des grandes puissances et du double jeu de leurs alliés régionaux comme l'Arabie saoudite ou la Turquie. À défaut de pouvoir rétablir une stabilité dans

la région, les USA ont laissé faire la logique du chaos qu'ils ont créé, une façon de continuer à contrôler la région... Sauf que la politique du laisser-faire a ses limites, les dirigeants des grandes puissances ne pouvant échapper à la logique de leur guerre permanente. Ils contribuent ainsi au développement de leur enfant monstrueux en créant son terrain social et politique, la révolte des populations et de la jeunesse écrasées par la misère et la guerre, soumises à des dictatures alliés des grandes puissances étouffant par la répression toute évolution progressiste. Par le terrorisme, Daesh veut entretenir les tensions, le désespoir et la haine qui lui fournissent son terrain de recrutement au Moyen Orient mais aussi en Europe et dans le monde en provoquant une montée de la xénophobie et du racisme anti-musulman. Par leurs politiques, ils font le jeu des forces les plus réactionnaires. Les uns et les autres participent du même processus de décomposition sociale engendré par les politiques libérales et impérialistes.



UN AVERTISSEMENT

Ouverte par les attentats de Charleville-Mézières, l'année 2015 se termine en France musulman en Corse. Avec les attentats contre les habitantEs de la patrie des... la réalité vécue depuis des années par les peuples... violence n'est qu'une toute petite partie de la planète. La violence des guerres, des impérialistes pour défendre leurs intérêts... du racisme, celles qui s'exercent contre les... désastres écologiques...

Appuyés par médias, les gouvernements exploitent l'indignation des populations, en rameutant – jusqu'aux plus réactionnaires – et en organisant nationale aux Invalides le 27 novembre relayée par un français marche dans les pas du Patriot Act... dispositifs répressifs qui menacent avant tout cela sur fond d'islamophobie grandissante. Les dirigeants tentent de substituer la guerre à l'« étranger » à la guerre de classe. Tel est le... Dossier réalisé par Robert Pelletier et Yvan Le...

MIGRANT-E-S, UNE POLITIQUE INSUPPORTABLE

Dérèglement climatique, dévastations causées par une agriculture au service du profit, guerres et interventions en défense des intérêts économiques et stratégiques capitalistes sous couvert de lutte contre le terrorisme, provoquent des mouvements migratoires d'une ampleur inconnue. La photo du jeune Aylan retrouvé mort sur une plage de Turquie, les annonces répétées de la mort de milliers de réfugiéEs en Méditerranée, ont suscité et suscitent une émotion légitime. Pourtant l'Europe, et au premier rang la France, continue de pratiquer une politique migratoire régressive et répressive. Sur les 22 000 migrantEs que l'Union européenne s'était engagée à accueillir en juillet,

seulement 600 ont effectivement fait l'objet d'une « réinstallation ». Sur le plan de « relocalisation » de 160 000 réfugiéEs adopté en octobre, seulement 184 personnes étaient concernées au 16 décembre. La France s'est engagée à recevoir en tout 32 000 personnes (Syriens, Irakiens et Erythréens) sur deux ans, soit environ 1 300 personnes par mois. 200 devaient arriver en novembre, 300 en décembre, 400 en janvier. En fait, seuls 19 Erythréens sont arrivés début novembre et ont été accueillis près de Nantes. De Calais à la place de la République, en passant par La Chapelle, celles et ceux qui fuient la torture au Soudan, la dictature en Erythrée ou la guerre civile en Libye ou en Syrie, sont tour à tour intimidés, parqués, raflés, pourchassés.



Frontières criminelles DR



lie et de l'Hyper Cacher de Vincennes, l'assassinat par le saccage d'un lieu de culte, les attentats de janvier puis ceux de novembre, les droits de l'homme se trouvent confrontés à la répression des populations de nombreux pays. Mais cette répression et les violences qui s'étendent sur l'ensemble du monde nécessitent des interventions initiées par les États. Économiques et stratégiques, la violence des femmes et celles engendrées par les États exploitent cyniquement la légitime révolte. Le 11 janvier tous les chefs d'État ont mené une sinistre opération d'union internationale menée dans le monde entier. L'état d'urgence aux États-Unis et permet d'accroître les violences contre le mouvement ouvrier et démocratique, et de faire face à la barbarie identifiée à la crise économique. Le défi que nous devons relever.

APRÈS L'ARGENTINE, LA REVANCHE DE LA RÉACTION AU VENEZUELA

Le 6 décembre, lors des élections pour le Parlement, la droite l'a emporté largement avec 70% des voix. Pour le Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV), le parti chaviste qui se présentait au sein d'un Grand pôle patriotique, et Maduro, le successeur de Chavez, le désaveu est sévère. Depuis 1999, Chavez avait contraint les exploitants pétroliers privés à payer leur dû à la collectivité. Il avait choisi d'affecter la rente pétrolière, du moins en partie, à des programmes sociaux, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement ou pour les produits de première nécessité. Avec la chute du prix du brut, la

situation économique et sociale s'est beaucoup dégradée. Les pénuries de denrées de première nécessité se sont aggravées. Les queues se sont allongées à l'entrée des magasins, suscitant parfois violences et affrontements. Les prix se sont envolés, doublant en 2015. Pour la bourgeoisie qui continue de détenir les deux tiers du produit intérieur brut et pour la droite, l'heure de la revanche est venue. Ils ont bénéficié du discrédit du régime qui n'avait pas remis en cause leur pouvoir économique et social. C'est toute la droite latino-américaine qui est ainsi renforcée pour prendre l'offensive pour le compte du capital et à laquelle les travailleurs auront à résister pour défendre leurs droits.

CRISE POLITIQUE ET DROITISATION

Après 35 ans d'alternances sans alternative, le champ politique ressemble à un champ de ruines. Les résultats des élections départementales aux régionales en illustrent l'étendue. Les partis de droite, dont le programme et les repères idéologiques sont largement repris par la « gauche », peine à sauvegarder un espace politique entre le PS et l'extrême droite. Les affrontements de personnes et de clans s'ajoutent à cette crise qui met en cause l'existence d'une certaine représentation de la bourgeoisie, ce qui ouvre la voie à un possible recours pour une fraction de cette classe, une droite plus radicale, voire le FN. En mettant en œuvre une politique de plus en plus ouvertement favorable au patronat et de plus en plus répressive, le PS tend à réduire

toujours davantage sa base sociale malgré le soutien d'une grande partie des organisations syndicales. Ce rétrécissement accompagne celui de sa base électorale. Le soutien apporté au gouvernement par la majorité d'EELV entraîne la désertion d'une partie des militantEs et des électeurEs des différents courants se réclamant d'une écologie de gauche. De même, l'accompagnement à peine critique du Front de gauche – jusqu'au vote de l'état d'urgence – accentue une crise interne sur fond de reculs électoraux. Au total, le Front national est le seul à profiter de cette crise politique alimentée par une crise économique sociale, écologique sans solution dans le cadre du système. Un succès électoral, mais aussi idéologique avec une progression de ses idées et des ses propositions les plus réactionnaires.

ÉCOLOGIE: LE CAPITALISME, CE GRAND PROJET INUTILE IMPOSE

L'année 2015 aura été riche en événements et mobilisations autour de l'écologie, cela avec des fortunes diverses. D'abord sur le terrain des mobilisations contre les GP2I (grands projets inutiles et imposés). Malgré le passage en force gouvernemental, s'appuyant sur des milices fascistes pour évacuer la ZAD de Sivens début mars 2015, et l'annonce de la reprise des travaux à Notre-Dame-des-Landes pour début 2016, les mobilisations contre ces projets absurdes et destructeurs ont continué à se multiplier un peu partout. Face à cela, le gouvernement a soufflé le chaud et le froid, annonçant par exemple pour Sivens l'abandon du projet initial (officialisé juste avant Noël)... tout en maintenant un projet de barrage légèrement en

amont, retirant début janvier des permis de recherche sur les gaz de schiste... tout en poursuivant coûte que coûte le nouvel EPR ou le site d'enfouissement de Bure ! Il a aussi mis en place la très anti-écologique loi Macron, avec ses fameux « bus Macron » mais aussi des possibilités de passage en force sur les GP2I en modifiant la procédure des enquêtes publiques. Point d'orgue de l'année, tout a été fait pour faire taire la mobilisation lors de la COP21 : fermeture des frontières, assignations à résidence, interdictions de manifestations et arrestations arbitraires. Mais si cela a évidemment gâché une mobilisation qui s'annonçait énorme, ils n'ont pas pu empêcher la rue de se faire entendre et une nouvelle génération militante de se forger dans l'opposition au gouvernement et au système capitaliste...

VERS UNE NOUVELLE CRISE FINANCIÈRE ?

Ici, comme aux USA ou dans l'ensemble des États, la course à la compétitivité au nom du mythe de la croissance est en fait un moyen de concentrer toujours plus de richesses entre les mains d'une minorité. En 2016, les 80 personnes les plus fortunées du monde posséderont autant de richesses que trois milliards et demi d'êtres humains selon la prévision réalisée par une ONG, Oxfam. Par contre, depuis 2010, ce que possède la moitié la plus pauvre de la population mondiale ne cesse de diminuer. Cette course au profit est le plus court chemin vers une stagnation économique, voire vers un nouveau épisode aigu de la crise financière, comme cet été qui a vu les bourses plonger suite à la chute de la Bourse de Shanghai après une frénésie spéculative. Et les financiers sont nerveux, alors que l'économie mondiale, dont l'économie chinoise, stagne ou ralentit.

La banque centrale américaine, la FED, vient d'annoncer la hausse de ses taux d'intérêt sur l'argent mis à la disposition des banques, qui étaient proches de zéro (entre 0 et 0,25%) depuis 2009. Sous prétexte de favoriser la relance de l'économie, la banque centrale a prêté des centaines de milliards pratiquement gratuitement. Toute l'économie a été mise sous perfusion. Le résultat n'a pas tant été la reprise qu'un gonflement des profits, une frénésie spéculative. Par ce geste, la FED veut redonner confiance aux marchés, l'économie irait bien... Cet optimisme de façade ne repose sur aucune réalité, bien au contraire. De fortes tensions sont en train de secouer les marchés financiers des matières premières qui franchissent chaque jour de nouveaux seuils à la baisse, en particulier le pétrole. Les conditions mûrissent pour un nouvel épisode aigu de la crise qui ne sera pas que financier.

UNE ANNÉE DE LUTTES FÉMINISTES ET LGBTI

L'an passé, c'était les 40 ans de la loi Veil légalisant l'avortement dans un contexte de coupes budgétaires dans la santé en même temps que le lien à la PMA était fait par les associations lesbiennes. Les attentats de janvier et le développement de l'islamophobie ont imposé une autre actualité : la dénonciation des agressions de femmes voilées imposant de lier les combats antiracistes et antisexistes. Malgré ce contexte, de nombreuses luttes de travailleuses ont eu lieu tout au long de l'année. Menées par des précaires, parfois sans papiers comme au salon de coiffure de Château d'Eau à Paris, femmes de ménages à la BNF, à la fac de Saint-Denis. Le 8 mars, les deux manifestations parallèles à Paris, ont au total rassemblé davantage de monde qu'en 2014, ainsi que des initiatives unitaires en région avec la dénonciation de la loi Macron et ses attaques spécifiques contre les femmes.

Fin mars, pendant le débat au Parlement, la mobilisation s'est poursuivie contre la pénalisation des clients, puis contre le harcèlement des prostituées par la police. En partie dématérialisées, les campagnes appuyées sur les réseaux sociaux contre le harcèlement de rue et contre la taxation des protections périodiques ont connu un succès certain avec des mesures prises au niveau national par le gouvernement. Fin novembre, les attentats et l'état d'urgence ont provoqué l'annulation des manifestations contre les violences faites aux femmes. Côté luttes LGBTI, une Marche des Fiertés à la communication homonationaliste et raciste a été pour la première fois malmenée par une Pride de nuit plus radicale organisée la veille. En novembre, les États généraux du militantisme LGBT ont continué à questionner la place de l'inter-LGBT en cherchant une relance à la base.



L'état-major de la gauche de droite... DR

CHINE: LE PROFIT POLLUE, DÉTRUIT ET TUE

Le 12 août, à Tianjin, une métropole de 14 millions d'habitants non loin de Pékin, deux explosions dans un entrepôt de produits chimiques ont entraîné la mort de centaines de personnes. 700 tonnes de cyanure de sodium étaient stockées... alors que l'autorisation se limitait à 24 tonnes. C'est donc bien le mépris des règles de sécurité qui a tué, comme dans les multiples accidents industriels que connaît la Chine. « *Latelier du monde* » ne respecte pas plus les travailleurs, leurs conditions de travail et de vie, que la nature. Le 20 décembre, à Shenzhen à côté de Hong Kong, immense zone industrielle de dix millions d'habitants construite sans le moindre souci de sécurité, un énorme terril constitué par les déchets des sites de construction accumulés s'est

effondré et transformé en une coulée de boue qui a englouti 33 immeubles et enseveli au moins 91 personnes. Toute la population est victime de la pollution de l'air. Le 8 décembre, le gouvernement chinois a déclenché « l'alerte rouge » à Pékin, de même le 24 décembre dans toute la province du Shandong située entre Pékin et Shanghai, alors que dans 17 des plus grandes villes de la province, la pollution atteignait des sommets. La qualité de l'air s'est gravement détériorée dans une douzaine d'autres provinces, touchant près de 700 millions de personnes, soit la moitié de la population totale chinoise. Face aux réactions ouvrières qui se multiplient, le pouvoir n'a qu'un souci : réprimer pour rassurer les patrons chinois... et les donneurs d'ordre capitalistes de toute la planète.

SI, PODEMOS! PRENONS NOS AFFAIRES EN MAIN!

Le 20 décembre, dans l'État espagnol, les élections pour désigner les députés au Parlement et du même coup le gouvernement, ont bousculé l'alternance entre la droite, le Parti populaire (PP), et le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE). Podemos, qui n'existait pas lors des élections précédentes, s'impose – avec 20,7% des voix et 69 élus – comme la troisième force du pays. Ces résultats expriment le mécontentement et la volonté de changement qui se manifestent depuis plusieurs années dans une partie importante de la population.

Corruption d'une fraction des politiciens de tous bords, en collusion avec les milieux d'affaires, mais aussi et surtout chômage, dégradation globale des conditions de travail et de vie... Et c'est bien à ce niveau qu'il faudrait répondre en satisfaisant les revendications du monde du travail, en prenant sur les profits des groupes capitalistes, des banquiers pour en finir avec le chômage, la précarité et les bas salaires, annuler la dette. Cela, seules les mobilisations, l'organisation, l'intervention du monde du travail, hors du jeu institutionnel et parlementaire, pourra l'imposer.



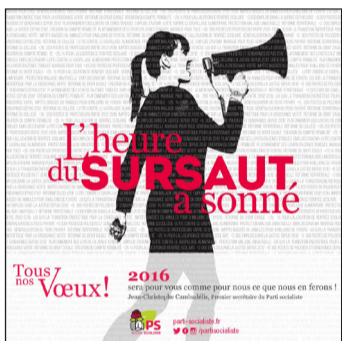
La lutte continue! DR

REPRÉSENTATION DU PERSONNEL

La DUPERIE continue

Deux projets de décrets relatifs à la loi sur le dialogue social dite Rebsamen, adoptée l'an dernier (sans recours au 49-3!), viennent de sortir. Le premier porte sur les moyens de la délégation unique du personnel (DUP) dont le champ a été élargi, l'autre sur les moyens en cas de regroupement, par voie d'accord, de tout ou partie des instances représentatives du personnel dans les entreprises de plus de 300 salariés.

Pour mémoire, la DUP a été créée en 1993, sous les cris d'orfraie du PS, par le gouvernement Balladur pour offrir la possibilité aux entreprises de 50 à 199 salariés de regrouper CE et délégués du personnel en une seule entité, déjà par souci de « simplification. » Le CHSCT, institué lui par les lois Auroux en 1982, conservera alors son unicité. La loi en question a non seulement étendu le périmètre de mise en place de la DUP jusqu'à 299 salariés mais y a inclus le CHSCT, au risque de perdre la spécificité de cette instance. Ces décrets vont entraîner une baisse du nombre d'élus (de deux à six en fonction de la taille de l'entreprise) ainsi que celle du crédit individuel d'heures de délégation qui permet aux représentants d'exercer librement leur mission en dehors des réunions avec l'employeur. Cette baisse est à peine compensée par la possibilité d'en mutualiser une partie et par une hausse du crédit global d'heures suite à la concentration des mandats.



Carte de vœux du PS. Ni travail dominical ni casse du code du travail en surimpression. Quant au mégaphone...

S'opposer au démantèlement

C'est dans les entreprises de taille intermédiaire que les effets de cette « réforme » seront les plus sensibles : ainsi, jusqu'à 50% d'heures de délégation en moins en cas de cumul de mandat, ce qui est malheureusement monnaie courante quand on connaît les ardeurs patronales à dissuader l'engagement syndical. Pourtant, François Rebsamen, l'ex-ministre du Travail à l'initiative de la loi, déclarait (sic) : « Les moyens des élus seront préservés ». Les équipes syndicales de terrain peuvent encore s'opposer à ce démantèlement programmé des instances représentatives du personnel, non seulement en mettant leur veto à tout regroupement là où elles existent séparément, mais aussi en alertant et en mobilisant les travailleurs contre la DUPisation de leurs moyens de défense et de conquête de leurs droits.

LD

OGM

L'Europe, bras droit commercial de Monsanto !

Comment annuler une décision d'une instance de l'Union européenne dès l'instant qu'elle s'oppose aux intérêts d'une multinationale ? Très simple : en passant outre !

C'est ainsi que la Commission européenne a autorisé début décembre la mise sur le marché de deux nouveaux maïs OGM commercialisés par Monsanto, alors même que la commission environnement du Parlement européen avait voté contre. La belle démocratie que voilà !

Ces maïs (NK603xT25 et MON 87427) qui se retrouvent dans des produits destinés à l'alimentation humaine et animale, sont résistants aux herbicides contenant du glyphosate. La Commission européenne choisit donc d'ignorer délibérément le travail de parlementaires européens et l'avis du Circ (Centre



PHOTO THÈQUE ROUGE / BABAR

international de recherche sur le cancer qui dépend de l'OMS) qui a classé en mars dernier le glyphosate comme « cancérigène probable ». La santé des populations ne pèse donc rien face à Monsanto qui a de puissants relais dans cette Europe au service du fric.

Vous avez dit « principe de précaution » ?

De plus, dans une résolution adoptée le 1^{er} décembre, la commission environnement du Parlement européen réclamait également une suspension des autorisations d'aliments génétiquement modifiés à destination humaine et animale, tant que la procédure actuelle ne serait pas améliorée.

En effet, les procédures d'autorisation ne permettent pas

d'assurer avec certitude que l'OGM en question ne présente aucun risque sanitaire. Les autorités européennes doivent principalement se baser sur les études des industriels pour autoriser ou non les OGM. Parfois, les modifications génétiques réelles de l'agrochimie ne sont pas celles qui sont enregistrées lors de leur autorisation.

Dans ces conditions, on serait en droit d'attendre, au minimum, l'application du principe de précaution. Mais, là comme ailleurs, seule la force et la détermination des mobilisations l'imposeront. Le mouvement anti-OGM doit être renforcé par toutes celles et tous ceux qui luttent pour une autre Europe.

Commission nationale écologie

Peux-tu rappeler les principales revendications des luttes dans le département ?

Nous sommes en grève depuis le 29 octobre dernier contre un plan de suppression d'une douzaine d'emplois (sur 75), doublé d'une délocalisation d'une partie du centre hors de la ville, et d'un alourdissement de la charge de travail (auto-remplacement des facteurs en cas d'absences). Au bout de la 3^e restructuration de ce type en 5 ans à Neuilly-sur-Seine, les collègues en ont eu marre !

Où en est la mobilisation ?

La grève est majoritaire depuis le début (75% de grévistes). La direction refuse toute négociation. De temps en temps, ils nous recevaient, mais pour nous dire qu'ils refusaient de discuter de nos revendications, pour expliquer à quel point le projet de réorganisation est justifié, qu'il fallait reprendre le travail...

Après 70 jours de grève, notre mobilisation a passé la période des « calendriers », où une bonne partie des facteurs peut gagner l'équivalent d'un treizième mois en faisant le tour de ses usagers, ainsi que la période des fêtes, ce qui était plutôt rare.

La grève de Neuilly-sur-Seine a stimulé la mobilisation dans tout le département, et nous sommes parvenus, sous l'effet des grèves et des démarches juridiques à imposer à la direction la création de deux tournées à Nanterre, et de même à Gennevilliers. La Poste va même devoir annuler la suppression de 15 tournées et la délocalisation d'une bonne partie



CHARMAG

des facteurs de Rueil-Malmaison, un bureau qui n'avait pas subi de restructuration depuis 1999, et qui avait été au cœur de la grève de plus de 5 mois l'an dernier. Comme quoi, quand les postiers de plusieurs centres s'entraident, ça porte ses fruits.

De nombreuses luttes se succèdent en régions. Quels en sont les axes ?

De plus en plus, les grèves ne se déclenchent plus seulement au moment de l'annonce de projets de restructuration ou de leur mise en place, mais aussi après : les facteurs n'en peuvent plus de subir restructuration sur restructuration, et finissent par poser la sacochette parce que les conditions de travail deviennent insupportables. Il y a de plus en plus de

grèves où les postiers réclament la re-création de tournées, comme dans le 78 où les collègues de 5 communes du secteur de Saint-Germain-en-Laye ont fait grève entre le 10 et le 21 décembre.

Avez-vous pu établir des liens, des convergences ?

En novembre, les facteurs de Clichy, Châtenay-Malabry, Puteaux-La Défense, Colombes, La Garenne/Bois-Colombes, Courbevoie se sont mobilisés aux côtés des Neuilliens contre un projet qui consistait à obliger les facteurs à travailler en heures supplémentaires quasi gratuites pour combler le sous-effectif. Quand la direction a commencé à entrevoir la possibilité d'un effet boule de neige, elle a suspendu son projet et annoncé que la distribution des professions de foi électorales pour les régionales serait payée dans tout le département. Une exception car la spécialité de La Poste un peu partout, c'est d'imposer de nouvelles tâches et même de nouveaux métiers (apporter les médicaments ou le

POSTIERS

« La grève de Neuilly-sur-Seine a stimulé la mobilisation dans tout le département »

Entretien. Nous avons rencontré Xavier Chiarelli, secrétaire départemental adjoint de SUD Activités postales 92 à propos de la grève des postiers qui se déroule dans le département des Hauts-de-Seine depuis plus de deux mois.

pain aux usagers, ou même sortir leur chien!)... sans pour autant payer un centime aux facteurs ! Nous nous sommes mobilisés côte à côte le mois dernier avec nos collègues du 78 en intersyndicale FO-CGT-SUD. Une expérience importante car les conditions de travail y sont différentes : la direction a fait passer beaucoup plus de réorganisations et les grèves y sont plus rares. Mais leur lutte a été la preuve qu'une mobilisation simultanée de plusieurs bureaux était possible, y compris dans des régions où ce n'est pas une tradition. L'avenir appartient à ce type d'alliances, au-delà des frontières syndicales ou entre régions.

Les perspectives en ce début 2016 ?

Notre directeur départemental – qui avait juré qu'il aurait la tête de SUD Poste 92 et qu'il ferait passer toutes les réorganisations pour faire du 92 un département comme un autre – est parti précipitamment fin décembre. Il faut dire qu'il s'est fait écraser, avec nos 52% aux élections au Conseil d'administration. Son remplaçant vient d'arriver, on va voir... Nous sommes prêts à tenir grâce à la caisse de grève, et vu le grand nombre de réorganisations prévues en 2016, la possibilité d'un départ en grève simultanée de plusieurs bureaux est réelle. Nous allons populariser l'objectif d'une mobilisation de tous les postiers au niveau national contre les suppressions d'emplois et pour l'augmentation des salaires.

Propos recueillis par Robert Pelletier

Pour aider financièrement les grévistes :

- caisse de grève en ligne : <https://www.yoongo.com/>
fr-c-caisse-de-greve-des-postiers-du-92
- chèques à SUD Poste 92, 51, rue Jean-Bonal, 92250, La Garenne-Colombes (mention solidarité grévistes au dos)

PARIS HABITAT NETTOYAGE -----
Trois mois de grève

Cela fait maintenant plus de trois mois que les grévistes de la société de nettoyage OMS tiennent bon face à un patron voyou qui continue à les mépriser. Depuis trois semaines, ils augmentent la pression, non seulement sur leur patron mais de plus en plus sur le donneur d'ordre, le bailleur d'HLM, Paris Habitat, un organisme contrôlé majoritairement par la mairie de Paris.

Depuis l'arrivée du soutien de la CGT Hôtels de prestige, le rapport de forces est en train de changer. Le 31 décembre, les grévistes ont quitté leur piquet de grève dans le 20^e arrondissement de Paris pour aller manifester devant The Peninsula, un grand hôtel 5 étoiles dans les très « beaux quartiers » du

16^e, à deux pas de l'Arc de Triomphe. Le but de ce rassemblement était d'exiger de l'hôtel qu'il rompe son contrat avec OMS (nettoyage des parties communes) pour non-respect des conditions du contrat voire du code du travail. Pendant plus d'une heure, nous étions une quarantaine à scander les slogans,

SAINT-DENIS (93)

Victimes et mobilisés

Il y a des victimes des attentats de novembre qui ont le sentiment d'être les oubliés de la solidarité nationale. Elles n'ont pas été directement sous le feu des terroristes, elles n'étaient pas au Bataclan, ni aux terrasses des cafés, ni aux alentours du Stade de France à Saint-Denis...

Il s'agit simplement des habitants du 48 rue de la République à Saint-Denis, immeuble où le commando auteur des attentats avait trouvé refuge. La police est intervenue dans la nuit du 18 novembre, et les explosions qui s'en sont suivies ont totalement ébranlé l'immeuble, le rendant inhabitable. 38 familles, c'est-à-dire 91 personnes dont 26 enfants, ont été évacuées... et hébergées dans un gymnase de la ville pendant une dizaine de jours avant d'être hébergées dans 3 résidences sociales. Les seuls blessés par balles l'ont été du fait de la police.

Ces familles n'étaient pas responsables de la présence de terroristes dans le quartier, en aucune façon complices des crimes commis par ces derniers. Leur situation de victimes est indéniable: elles ont connu un traumatisme grave, une situation de guerre à laquelle elles n'étaient pas préparées, une terreur, dont elles ne comprennent pas le sens, qui est venue bouleverser totalement leur vie, leurs enfants, leur logement, même si ce dernier était en mauvais état, parfois insalubre. Elles ont été totalement démunies de tout: papiers, vêtements, mobiliers, nourriture. Elles n'ont pu retourner dans leur logement qu'une semaine plus tard, et ce pendant à peine un quart d'heure par famille, pour récupérer des papiers d'identité, et doivent considérer que tout le reste est perdu, à commencer par leur mobilier.

Le mépris d'État

Les habitantEs étaient en droit d'attendre de l'État un soutien actif. Autant la municipalité s'est mobilisée, autant la préfecture gère cette situation comme elle a l'habitude de le faire pour n'importe quelle expulsion locative, c'est-à-dire avec distance, mépris et irrespect vis-à-vis des habitantEs. Il a fallu que les habitantEs appellent le DAL pour qu'il participe à la négociation, qu'un comité de soutien se constitue, que la solidarité se développe pour apporter vêtements, denrées de première nécessité, et argent. Dans l'immeuble, il y avait quelques sans-papiers. 4 OQTF ont été rapidement délivrées par la préfecture. Et ce n'est que la mobilisation des habitantEs et des soutiens qui a contraint celle-ci à envisager une étude «bienveillante» des dossiers.

Les célibataires ont été installés à l'hôtel pour une période limitée de quelques jours. La préfecture a prétendu faire le tri entre ceux qui seraient réellement habitants de l'immeuble et ceux qui ne seraient là que de passage.

Depuis, les habitants se sont constitués en association, rattachée au DAL, pour pouvoir mieux défendre leurs droits. En effet, ils ne sont pas invités aux réunions du comité de suivi présidé par la préfecture et ne peuvent participer qu'aux réunions prévues avec la ville. Sur l'engagement pris par celle-ci et son bailleur de reloger 14 familles, 9 sont en voie de l'être. Mais côté préfecture rien n'a bougé, à tel point que les habitants avec leurs soutiens sont obligés de se



Un logement ça reste un droit. PHOTOTHEQUE ROUGE / JMB

mobiliser. Le 23 décembre une délégation s'est rendue au Quai d'Orsay au siège de la Cellule interministérielle d'aide aux victimes (CIAV) pour demander la reconnaissance du statut de victimes du terrorisme. Sans succès, la porte est restée close.

Les habitants organisent une manifestation le 18 janvier. Le gouvernement communique beaucoup sur son soutien aux victimes. Manifestement il en oublie quelques-unes qui n'ont pas l'intention de se laisser faire. JMB

BOUES ROUGES À GARDANNE (13)

Alteo: le principe du « pollueur-payé » !

Valls et Royal, en place dans leur théâtre de marionnettes, se sont répartis les rôles: lui la défense de l'emploi, elle, celle de l'environnement. Mise en scène rodée, show médiatique garanti. Hélas encore un bide!

Ces deux-là s'opposent à propos de la décision du préfet de région Paca d'autoriser la poursuite de la production d'alumine sur le site de Gardanne. L'exploitant Alteo avait jusqu'au 31 décembre 2015 pour cesser ce qui se fait depuis 50 ans: déverser dans la fosse marine de Cassidaigne, au cœur du parc naturel des calanques, des millions de tonnes de boues rouges polluées (métaux lourds, radioactivité)! La technique utilisée pour extraire l'alumine de la bauxite (soudée à très haute température, sous pression) ne laisse aucun doute sur les dégâts environnementaux et sanitaires.

Pour les autorités, pas de problème puisque Alteo a mis au point un procédé qui consiste à déshydrater les boues pour les stocker sur le site (toxiques en mer, elles ne le seraient plus sur terre?) et ne rejeter en mer que les effluents liquides dont l'industriel promet d'améliorer la «qualité»... d'ici 2021!

Le chantage à l'emploi polluant...

Coût de l'investissement: 30 millions d'euros. Que l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse en subventionne la moitié ne choque ni Royal ni Valls, ni même le député EELV François Michel Lambert. Tous unis pour défendre le «pollueur-payé»!

Ici comme ailleurs, l'argument de l'emploi brandi pour légitimer une activité polluante, donc nocive, ne doit pas nous faire perdre la boussole. Tant que les travailleurs ne détermineront pas quoi produire, n'exerceront pas de contrôle démocratique sur la production, pas question d'accepter de mettre nos vies en danger, de tuer à petit feu la faune et la flore, d'empoisonner l'air, les sols et les eaux.

Les mobilisations environnementales doivent intégrer la défense de l'emploi, la garantie des salaires et la reconversion des métiers pour agréger l'ensemble du monde du travail.

Commission nationale écologique

MIGRANT-E-S

« L'esprit du 11 janvier » et les herbes folles de la République

Le fameux « esprit du 11 janvier » va à nouveau occuper la place de la République ce dimanche à Paris. Avec Johnny, avec les chœurs de l'armée française (sans blague?), avec François Hollande... Une seule tâche pour le pouvoir dans ce tableau édifiant des « valeurs de la République »: les migrantEs qui campent sur la place.



La République accueille... DR

Alors par trois fois le pouvoir a essayé de les chasser. Temporairement le score est 2-1 en faveur des migrantEs contre la police.

Le lundi 28 décembre en fin d'après-midi, les flics ont encerclé une soixantaine de migrantEs, menaçant d'utiliser la force pour les disperser et les forcer à prendre le métro, puis ont dû abandonner sous la pression d'autres migrantEs arrivés sur place.

Le mercredi 30, les flics sont revenus en force. A 7h cette fois, prenant les migrantEs au réveil qui ont d'abord cru qu'il y avait des hébergements à la clef. Ils ont tous fini dans un commissariat... et remis à la rue!

Le soir même, ils revenaient, avec un rassemblement de soutien. Des forces considérables de police ont alors été déployées pour faire une nasse. Mais 150 migrantEs et autant de soutiens ont refusé de bouger, les unEs – dans la nasse – chantant, lançant des slogans pendant plus de deux heures, tandis que les autres prenaient les flics à leur propre piège en les encerclant et en tournant autour d'eux. Jusqu'à ce que les flics abandonnent...

L'hypocrisie des beaux discours

Le réveillon des migrants a pu se tenir sur la place de la République avec une banderole hissée à minuit sous les acclamations. Deux jours plus tard, des bâches ont été installées puis des dizaines de tentes ont poussé. Tout cela sans réaction des autorités.

Cela ne va pas durer et sera sans doute terminé quand vous lirez cet article. La place doit être «nettoyée» pour ne pas ternir la «fête» nationaliste. La détermination des migrantEs va-t-elle encore payer avec des hébergements, ou le pouvoir se permettra-t-il une expulsion de force? Deux choses sont sûres. La première, c'est que cela démontrera encore une fois l'hypocrisie des discours qui seront tenus dimanche sur cette même place. La seconde, c'est que tout cela n'a rien à voir avec l'état d'urgence, qui permet un concert de masse célébrant la nation et l'armée mais réprime ceux qui les contestent.

Décidément, comme le symbolisent leurs tentes sur une place de la République que les autorités voudraient «propre» et parée de drapeaux tricolores, les migrantEs sont les herbes folles d'une République hygiéniste. Raison de plus d'être avec eux et elles.

Denis Godard

chez OMS

à siffler... Bien entendu les grévistes eux-mêmes, plus remontés que jamais, la CNT Solidarité ouvrière qui les représente, la CGT Hôtels de prestige, le comité de soutien très actif du 20^e, un représentant de Solidaires, des membres du PCF et du NPA...

Le 17 décembre, c'était déjà le même scénario devant le grand hôtel Marriott boulevard Saint-Jacques. À peine quelques jours plus tard, l'hôtel a rompu le contrat avec la filiale d'OMS qui travaillait chez eux (voir l'Anticapitaliste n°317). Cette fois-ci, dans la journée même du 31, The Peninsula a non seulement cassé le contrat mais a intégré le personnel d'OMS comme salariéEs directs de l'hôtel.

Le scandale de la sous-traitance

Interviewé sur France Inter le 29 décembre, Ian Brossat (PCF), adjoint au logement à la mairie de Paris, a menacé de ne pas renouveler les contrats avec OMS s'il ne tenait pas compte des revendications des salariéEs, estimant avoir laissé assez de temps. Si on peut considérer comme positif ce dernier développement, pourquoi avoir attendu

plus de trois mois pour réagir... quand The Peninsula n'a attendu lui que quelques heures? Et pourquoi tout simplement ne pas casser le contrat avec OMS et internaliser tout le personnel comme salariéEs directs de la ville de Paris?

Le système de la sous-traitance est déjà un véritable scandale lorsqu'une société privée fait un appel d'offres, concède le

contrat au moins cher pour ensuite se laver les mains de toute responsabilité concernant les salaires et les conditions de travail. C'est encore plus scandaleux quand ce genre de pratique devient la norme dans les organismes publics comme Paris Habitat qui, de plus, sont contrôlés par des mairies prétendument de gauche!

« Cette maison est la vôtre ! »

Le soir du 31, les grévistes et leurs soutiens se sont retrouvés devant la mairie du 19^e arrondissement pour un réveillon de lutte. Discutant dans le froid, nous étions quelques-uns à nous dire que cela aurait été pas mal d'être à l'intérieur de la mairie dans une salle au chaud et à nous souvenir de la phrase de Bertrand Delanoë lors de son élection comme maire (PS) de Paris. En brandissant un trousseau de clés censé représenter les clés de la mairie, il

avait déclaré: « Cette maison est la vôtre ! ». 15 ans plus tard, face à l'administration d'Hidalgo qui a remplacé Delanoë, nous restons sceptiques...

Cependant, malgré le froid de l'hiver, l'enthousiasme des grévistes et de leurs soutiens dégage une chaleur humaine qui continue à booster le moral de tous les participants à ce mouvement. On se dit que si tous les salariéEs de France pouvaient retrouver en 2016 le courage et la détermination exemplaires des grévistes d'OMS, on pourrait bouger des montagnes et changer bien des choses.

Ross Harrold

Chèques de soutien à Syndicat CNT-Solidarité ouvrière du nettoyage, 4 rue de la Martinique, 75018 Paris (mention «Soutien aux grévistes»).

Pour d'autres infos sur la grève: http://www.ulcgt11.fr/?GREVE-DES-SALARIES-DU-NETTOYAGE-DE-PARIS-HABITAT&var_mode=calcul



OMS, une mobilisation exemplaire DR

Les Nôtres**Laurent Solera**

«Hasta la victoria siempre»... Comme cette phrase tourne en rond dans les cœurs et les têtes de touTEs celles et ceux qui ont connu un peu notre camarade Laurent Solera...



Infatigable militant, obstiné, révolté, engagé, enragé, persévérant, et tellement humain. Un jeune papa de 41 ans qui partageait toutes les colères du monde, qu'elles soient proches ou lointaines, la justice chevillée au corps et la lutte dans le sang, comme un carburant inépuisable.

Oui, Laurent était papa avant tout, de deux enfants qu'avec Cathy, leur maman, ils avaient toujours voulu libres. Steward à Air France où il était syndicaliste acharné à la CGT, il aura ces dernières années consacré son temps, son énergie, sa hargne, à tenter d'empêcher ce qui pour beaucoup était inévitable!

Il s'est battu chaque seconde de sa vie. Chaque militant du NPA a pu croiser Laurent à un meeting, une manif, à Paris, à Marseille ou ailleurs. Certains ont peut-être même eu la chance de débattre avec lui en terrasse au bar de l'Université d'été... Un trésorier du NPA doit certainement se souvenir de la grande passion de Laurent pour les tee-shirts...

Dans son comité, Laurent était insatiatement épris d'actions. Chaque réunion était pour lui l'occasion d'en proposer une nouvelle. Nous ne ferons jamais celle des caisses enregistreuses, dernière en date de ses cibles... C'était également le colleur d'affiches le plus efficace du département: le maire de Miramas, sa ville natale où il militait toujours, devait enragier chaque matin!

Laurent était épris de justice, il était en colère contre ce monde impitoyable, contre l'exploitation, contre la misère, mais il était surtout soucieux des autres, attentionné, fidèle. Il a fait le tour du monde: son métier l'a conduit aux quatre coins de la planète, et il en est toujours revenu avec de nouvelles colères, de nouveaux visages humains, de nouvelles révoltes. Laurent était perméable au monde, perméable aux humains qui l'habitent, et c'est là une faiblesse magnifique, noble. Quel courage faut-il pour encore croire qu'on peut changer le monde.

Que les banquiers, les actionnaires, les grands patrons, les politiciens vendus ne se réjouissent pas, si Laurent ne sera plus sur leur route, nous y serons. «On lâche rien!». «Peu importe où nous surprendra la mort. Qu'elle soit la bienvenue, pourvu que notre appel soit entendu, qu'une autre main se tende pour empoigner nos armes et que d'autres hommes se lèvent» (Che Guevara).

Comité Étang de Berre / Durance

En campagne

Aéroport de Notre-Dame-des-Landes: 2016, l'année décisive

Le gouvernement menace d'entamer effectivement l'expulsion des occupants de la Zad, agriculteurEs historiques de Notre-Dame-des-Landes. Le NPA appelle, avec la Coordination des opposants et d'autres composantes de la lutte, à une mobilisation ce samedi 9 janvier sur le périphérique de Nantes, et dans les autres villes le 9 ou le 16 janvier.

Depuis l'automne, le gouvernement a lancé des appels d'offres pour des travaux sur la Zad. Et Le 30 décembre, les agriculteurEs de Notre-Dame-des-Landes ont été assignés en «référé expulsion» pour ce 13 janvier. Vinci demande l'expulsion immédiate des habitantEs, avec une astreinte financière de 200 à 1000 euros par jour, avec mise sous séquestre des biens et cheptels. C'est donc par la pression financière sur ses occupantEs historiques que le gouvernement tente de commencer à vider la Zad.

Un avis d'expulsion politique

C'est qu'il ne reste guère de temps au gouvernement et à Vinci pour procéder aux expulsions: il leur faut entamer les travaux avant la fin de la déclaration d'utilité publique, donc vider la Zad avant le printemps 2016 car ensuite il sera trop tard dans l'année pour «déménager» les espèces protégées. Et en 2017, année d'élection présidentielle, tout cela sera difficilement envisageable pour un PS qui lorgnera vers les votes écologistes de tout poil.

Mais cela, c'est sans compter que les agriculteurEs visés ont grandi, vécu, travaillé toute leur vie avec la menace du projet d'aéroport et comptent 40 ans de lutte derrière eux. Ils et elles ont refusé les indemnités de l'État, convaincus de l'ineptie du projet. «J'ai dit que je voulais bien partir si l'utilité publique du projet d'aéroport était démontrée d'une manière

complètement indépendante. En attendant, je reste! Dois-je présenter cela comme la dernière volonté d'une condamnée à mort pour être entendue?», déclare Sylvie, paysanne...

À court d'arguments, il flingue

Une «utilité publique» largement mise en pièces. Le gouvernement, la droite et le patronat sont à court d'arguments, quand les opposants en produisent sans cesse de nouveaux: l'apparition d'espèces protégées oubliées des études officielles, de nouvelles études de réhabilitation de l'aéroport actuel, et un «J'accuse» contre les grands commis de l'État qui dissimulent encore des rapports officiels.

Avec l'état d'urgence, Valls le va-t-en-guerre, Valls l'incendiaire, comptait étouffer toute contestation. Peine perdue! Avec «Cap sur la COP»¹, nous avons manifesté en convoi de tracteurs et vélos jusqu'à Paris, cela malgré les menaces policières. Nous avons défilé à Nantes lors de la COP21 malgré les interdictions, et contre l'état d'urgence lui-même.

Le 9 janvier et après...

Ce samedi, les opposantEs bloqueront le périphérique de Nantes pour contraindre le gouvernement à renoncer aux expulsions et plus largement à ce projet inutile, dévoreur de fonds publics et climaticide. D'autres manifestations, très diverses, suivront le 16 janvier, à Rennes et dans d'autres villes. Les militantEs du NPA

y participeront avec le vaste réseau de solidarité des comités de soutien contre l'aéroport.

Mais le gouvernement dispose bien d'une réelle fenêtre de tir. Dans le climat sécuritaire ambiant, nul doute qu'il tentera, à son heure, une intervention policière sur la Zad. La séquence

qui s'ouvre est donc décisive. Nous y sommes prêts.

Sandra Cormier et Bertrand Achel

¹ «Cap sur la COP»: <https://www.npa2009.org/actualite/ecologie/notre-dame-des-landes-de-lillusion-la-repression>
Toute l'actualité de la mobilisation sur <https://www.acipa-ndl.fr> et <http://zad.nadir.org>

PAS D'EXPULSIONS à Notre-Dame des-Landes

8h 30 rdv à NDL
11h 30 Cardo
11h 30 Zénith
13h Banquet
11h 30 Neustrie
11h 30 Cc Océane
11h 30 Cinéville St-Séb

AÉROPORT NON!

À VÉLO, EN TRACTEUR OU À PIED SUR LE PÉRIPH NANTAIS! SAMEDI 09/01/16

À l'appel des composantes de la lutte contre l'aéroport

Souscription 2015

Merci à tous les souscripteurs

Article de bilan la semaine prochaine...

Cinéma

Star Wars : non merci!

Nous reproduisons ici un extrait d'un texte, «Le côté obscur de la force», paru dans la Gazette du cinéma Utopia de Bordeaux. On ne le dirait pas mieux...



Star Wars ne se contente pas d'envahir les écrans de la planète... Si l'allumé qui a zigouillé à coups de sabre des gamins dans une école de Suède portait un masque de Dark Vador, en Ukraine, une loi sur la décommunisation de l'espace public fait du passé table rase en changeant les noms de rue, déboulonnant les monuments érigés jadis à la gloire des dirigeants soviétiques : c'est dans ce cadre qu'à Odessa, geste hautement symbolique, les employés et riverains de l'usine PressMach ont eu la géniale idée de fondre la statue de Lénine pour la remodeler en Dark Vador!

au Louvre... Dans ce contexte, un débat aussi fiévreux qu'affligeant agite en ce moment le petit monde des salles Art et Essai, contaminées elles aussi par le virus pernicieux : faut-il programmer Star Wars épisode Z sur nos écrans pour faire bouillir la marmite et faut-il saisir la médiatrice du cinéma pour exiger que le distributeur Walt Disney donne une copie aux salles Art et Essai? Il faut dire que le classement Art et Essai a beaucoup évolué ces dernières années, et que nombreuses parmi les salles qui arborent ce label ont une programmation plutôt étendue et mettent à l'affiche des blockbusters en VO aussi bien qu'en VF, au point que pour certaines d'entre elles, le cinéma américain industriel finit par représenter l'essentiel de leur

fréquentation. C'est le cas de certains multiplexes publics (oui, ça existe) subventionnés par les collectivités locales...

Pour un Noël ouvert sur le monde

Ci-après la réponse claire faite par Utopia Bordeaux à la représentante de notre syndicat (le très éminent Syndicat des Cinémas d'art, de répertoire et d'essai) : «Nous ne programmons jamais de blockbusters franchisés de ce type. J'allais écrire "en tout cas pas en sortie nationale", mais je crois qu'à Bordeaux, nous ne les programmons jamais tout court, je n'ai pas souvenir d'un exemple contraire. Et il nous semble que nous avons suffisamment de films beaux et forts à défendre sur cette

période pour ne pas commencer à nous aventurer sur ce terrain et ajouter un mille et unième écran à l'invasion starwarsienne.

Pour reprendre l'idée de slogan de Noël proposée au cours des échanges de mail sur le sujet, on pourrait se démarquer et lancer fièrement : dans les multiplexes, Noël c'est forcément Star Wars. Dans les salles indépendantes, Noël c'est Mia Madre, c'est Demain, c'est Béliers, c'est Plus fort que les bombes, c'est À peine j'ouvre les yeux, c'est L'étreinte du serpent, c'est Au-delà des montagnes... Dans les multiplexes, Noël est forcément américain. Dans les salles indépendantes, Noël est italien, français, islandais, norvégien, tunisien, colombien, chinois... Amie spectatrice, ami spectateur, tu as le choix entre un Noël tristement standardisé et un Noël ouvert sur le monde!

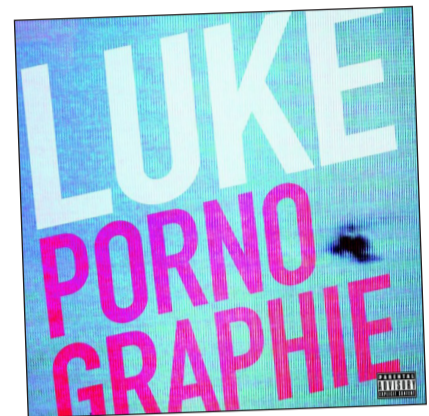
Nous n'avons pas eu de réponse de ce jour, et tout au contraire, nos collègues persuadés d'être les héros d'une grande cause viennent de lancer une pétition auprès des spectateurs pour qu'ils les soutiennent dans leur quête d'une copie de l'événement cinématographique de la fin d'année. Misère!

Retrouver la programmation des cinémas Utopia : <http://www.cinemas-utopia.org>

Musique

Pornographie

Luke, Jive, 2015, CD 14 euros / MP3 11 euros



« Du rock'n'roll, j'veux qu'ça cogne! » (Rock'n'roll) Et en effet ça cogne dans ce cinquième album de Luke, groupe bordelais. L'album Pornographie dissèque avec précision l'obscurité de notre

époque : la toute-puissance du libéralisme qui nous dévore, la société décérébrée par les paillettes et les médias, tirée vers le bas dans « la France des librairies qui ferment et des parkings qui ouvrent » (Quelque part en France), le cynisme des sphères dirigeantes, l'aliénation orchestrée, les politiques mollasses et vendues qui « ont assassiné les utopistes et ont enfanté une bombe » (Warrior).

Luke enrage et s'engage contre la France où « l'amour est dans le pré et la haine dans les urnes », une France gangrenée et apeurée où prospère le FN : parti des oubliés et « de ceux qui s'emmerdent » (Quelque part en France). Même si le bilan est effroyable et sans appel : « Nous mourrons à petit feu d'indifférence... Rêver tue, comme ce soldat inconnu mille fois mort pour rien mais d'espérance » (Rêver tue), ce n'est pas un album du renoncement ni du désespoir et encore moins du cynisme. Il y a aussi des parenthèses mélodiques plus apaisées qui chantent la reconstruction possible, « de faire de l'espoir calciné le plus beau champ de blé, vivre... car partout il faudra recommencer » (Indignés).

Un album où les guitares crachent, tantôt riffs métalliques décapants, tantôt sons funky pour accompagner l'hystérie décadente des dance floor où « on danse avec l'énergie du désespoir » (Discothèques). On pense à Noir Détru et à Saez pour le brûlot enragé contre un monde devenu dingue et monstrueux, mais surtout on savoure les paroles ciselées et les bulles de poésie de Pornographie.

Sylvie F.

Cinéma

À peine j'ouvre les yeux

de Leyla Bouzid, avec Baya Medhaffar, Ghalia Benali et Montassar Ayari. Sortie le mercredi 23 décembre 2015

C'est le premier long métrage de Leyla Bouzid, réalisatrice tunisienne. Elle a daté son scénario en 2010, 6 mois avant le printemps tunisien, ce soulèvement qui va provoquer la chute de Ben Ali. Une jeune chanteuse de 18 ans et son groupe de musiciens expriment la contestation tout à la fois de la famille, de la société et du régime, qui font peser une chape de plomb sur l'ensemble de la jeunesse. Farah, interprétée sublimement par Baya Medhaffar, rentre dans le monde des adultes avec fougue, révolte et passion, sans percevoir totalement



l'ensemble des forces auxquelles elle se confronte. Le spectateur est placé en situation de savoir. Dans quelques mois, la contestation sera générale, et on perçoit très bien cette tension des veilles de grand mouvement de révolte de masse où l'ordre d'avant devient insupportable pour la jeunesse qui ne porte pas le poids des compromissions, des défaites. Le conflit avec la mère (la chanteuse Ghalia Benali) va éclairer peu à peu les rapports de forces en jeu dans la société tunisienne. Tous les choix, les études, les sorties, les copains, sont empêchés, et la peur provoque l'autocensure. La

mère essaie de protéger sa fille sans lui dire clairement ce qu'elle risque. Pourtant, le risque est bien réel et elle va le découvrir par elle-même. C'est ce qui va les réunir et permettre à la mère de reconnaître dans ce que vit sa fille ce qu'elle a vécu elle-même, et que ni l'une ni l'autre ne veulent plus accepter.

Leyla Bouzid fait passer la contestation par la musique à laquelle elle donne une place exceptionnelle. Ghassem Amami et Khyam Allami ont écrit paroles et musiques, interprétées par des musiciens qui jouent leur propre rôle, et c'est le chant qui se trouve au cœur de l'échange entre la mère et la fille, dans un moment, probablement le meilleur du film, d'une grande émotion. Aucun doute, le souffle des printemps arabes est là!

Jean-Marc Bourquin

Essai

L'assassinat des livres par ceux qui œuvrent à la dématérialisation du monde

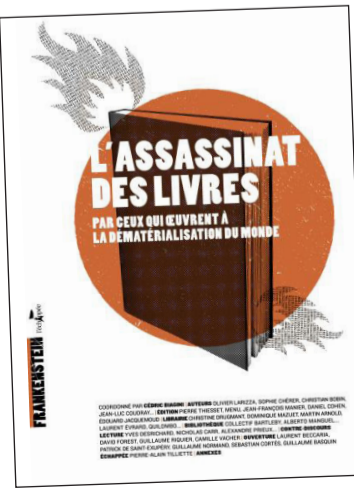
coordonné par Cédric Biagini, Éditions l'Échappée, 2015, 25 euros

L'écrit, version pérenne du langage parlé, a changé le destin de l'humanité, et Gutenberg a parachevé l'œuvre des copistes. Nous avons tous été élevés par les livres en papier et aujourd'hui notre manière d'être au monde est remise en cause par la culture numérique. Des libraires, bibliothécaires, éditeurs, auteurs... s'interrogeant dans cet ouvrage conséquent sur la signification du livre numérique, sont conduits en creux à s'interroger sur celle du livre papier. Le livre papier serait un « objet », avec tout le fétichisme qui peut

l'accompagner, mais il crée une mémoire et une histoire du lecteur. Le livre numérique n'est lui qu'une image du livre réel, il en récupère la symbolique mais n'en restitue pas la richesse. Plus de relecture, plus de transmission générationnelle, recul de l'alphabétisme... les auteurs de cet ouvrage voient la disparition du livre papier comme une perte irréversible. Cédric Biagini qui anime les éditions de l'Échappée dénonce la parcellisation, le mixage des textes (comme il en est déjà de la musique), la disparition de la globalité du texte et même celle de l'identité de l'auteur si son ouvrage est réduit à l'état de

fragments. La capacité d'attention du lecteur est mise à mal, les droits d'auteur sont remis en jeu. « La lecture approfondie se réduit car la lecture numérique privilégie la lecture d'information et de scrutation », « les utilisateurs du web "sautaient" d'une source à une autre sans quasiment jamais revenir à un endroit précédemment visité ».

Le débat est ouvert et l'histoire semble être en marche de façon irréversible. Mais ce n'est pas demain que l'auteur de cet article voyagera sans sa valise de livres en vrai papier... Catherine Segala



de Jia Zhang-Ke avec Zhao Tao, Sylvia Chang et Dong Zijian. Sortie le mercredi 23 décembre 2015

Dans ce film, tous les personnages principaux partent ou ont envie de partir. À l'image d'une Chine où des dizaines de millions d'ouvriers vont d'une région à l'autre au gré des occasions de travail et des licenciements et où ceux qui se sont enrichis préparent leur départ, et celui de leurs capitaux,

vers des pays où ils seront à l'abri d'un retournement de situation si leurs appuis au sein de la bureaucratie s'affaiblissent... D'une Chine où l'argent corrompt les rapports entre amis et règne à un tel point que l'on n'hésite pas à appeler son fils Dollar.

Dans les films précédents de Jia Zhang-Ke (comme l'impitoyable *A touch of sin* sorti fin 2013), la réalité sociale était au premier plan. Ici elle n'est pas absente mais le film est avant tout centré sur les sentiments qui unissent les êtres même séparés depuis longtemps. Malgré certaines limites (notamment une troisième partie de moindre intérêt et qui s'étire en longueur), Jia Zhang-Ke continue avec ce film à dévoiler de façon magistrale la réalité de la nouvelle Chine. Le film a été largement diffusé en Chine, contrairement aux réalisations antérieures du metteur en scène, censurées ou projetées de façon confidentielle. Il aurait été vu par 30 millions de spectateurs.

Henri Wilno



Kurdes : « Le gouvernement français n'apporte aucune aide, que celle-ci soit politique ou matérielle »

Entretien. Nous avons rencontré **Cemile Renklicay**, co-présidente de la Conférence démocratique kurde en France (CDKF) à propos de la situation du peuple kurde en Turquie et en Syrie.



DR

Peux-tu nous présenter le Conseil démocratique kurde de France ?

Le CDKF est une sorte de fédération composée de 26 centres en France (Strasbourg, Marseille, Toulouse...). Il y a le même type de structures à travers l'Europe (Allemagne, Belgique, Autriche...) qui sont rattachées à une fédération européenne (KCDE) située à Bruxelles, qui réunit des Kurdes de Syrie, mais aussi principalement d'Irak, d'Irak et de Turquie. Ces centres ont des activités culturelles, sociales et politiques.

Que peux-tu nous dire de la situation actuelle ?

À partir de mars dernier, Erdogan a décidé de renverser le processus de paix et les discussions avec Öcalan et différents autres interlocuteurs. Le 7 juin, il y a eu les élections et le HDP, avec 14% des voix (dépassant ainsi le seuil des 10%, une première pour un parti pro-kurde), obtient 80 sièges à l'Assemblée nationale. Tous les Kurdes ont eu l'espoir que le problème kurde allait se résoudre de façon politique. Le HDP (Parti démocratique des peuples) est à la base un parti essentiellement kurde, mais comprenant d'autres minorités : Arméniens, Assyriens, des associations d'homosexuels. Il répond aux questionnements de différents mouvements de gauche qui ne pouvaient avoir de place dans les partis classiques turcs, notamment le Parti républicain (CHP).

Erdogan n'a pas pu supporter cette réussite du HDP, et les attaques contre les bureaux du HDP se sont multipliées.

Le 20 juillet, il y eu l'attentat à Suroç, dans lequel 33 jeunes socialistes venus pour participer à la reconstruction de Kobané ont été assassinés. Le 24 juillet, l'État turc a décidé d'engager la prétendue lutte contre Daesh. En une semaine, il a mené près de 100 attaques contre la guérilla kurde au nord de l'Irak... et seulement 3 en Syrie contre Daesh et dans des lieux désertiques.

Pourtant, le HDP a fait partie du gouvernement transitoire, très brièvement...

Le HDP ne voulait pas faire partie d'un gouvernement de coalition avec l'AKP, mais avait effectivement accepté de faire partie du gouvernement transitoire. Deux de leurs députés ont été ministres, mais ont démissionné au bout d'un mois. Plus de 400 locaux du HDP ont été attaqués, de très nombreuses arrestations ont eu lieu, 7 maires et élus ont été arrêtés et mis en examen, destitués de leur mandat. Ils sont toujours emprisonnés.

Le 10 octobre, il y a eu l'attentat d'Ankara, lors du meeting pour la paix organisé par des associations, des forces progressistes, des syndicats. Plus de 120 morts.

Après l'attentat d'Ankara, le HDP a décidé de ne plus tenir de meeting, ce qui a eu évidemment des conséquences quant à la campagne électorale de novembre, cela afin de pas mettre en danger la vie des personnes. Le HDP a totalement disparu des médias turcs. La télévision nationale, censée attribuer le même temps d'antenne à chaque parti, a accordé 18 minutes au HDP, alors que l'AKP disposait de 58 heures... Aux élections du 1^{er} novembre, le HDP a obtenu environ 11% au niveau national. Nous estimons que c'est une réussite compte tenu des fraudes, de la guerre civile, de la peur.

Quelle est la situation au Kurdistan de Turquie ?

Le bâtonnier de l'ordre des avocats à Diyarbakir vient d'être assassiné en public, parce qu'il avait osé dire que le PKK n'était pas une organisation terroriste. Dans plusieurs villes, il y a le couvre-feu. Les jeunes montent des barricades, creusent des tranchées pour empêcher la police d'entrer dans des quartiers, voire dans la totalité de la ville.

On est en train d'assister au siège de tous ces quartiers par l'armée turque,

mais je ne crois pas à une offensive générale. La résistance civile est très importante. Des milliers de gens manifestent quotidiennement. Erdogan n'a pas digéré que le HDP mette en échec son projet d'un système présidentiel, pour être l'homme fort de la Turquie en créant une copie de l'Empire ottoman. D'ailleurs, quand l'armée intervient contre les jeunes à Cizre, elle diffuse l'hymne de l'Empire ottoman.

Qu'est-ce qui a provoqué le changement d'attitude d'Erdogan qui a arrêté les négociations de paix entamées avec Öcalan ?

Le fait que le HDP s'oppose à la mise en place de son système présidentiel à vie a été l'élément déclencheur de son revirement. Le HDP montant dans les sondages, devenant indépendant, se présentant en tant que parti, dépassant le seuil de 10%, devenait l'ennemi n°1. « Je vais anéantir l'opposition kurde », a dit Erdogan.

Nous avons abordé essentiellement la situation en Turquie. Et la Syrie ?

Les Kurdes en Syrie continuent leur combat contre Daesh. Alors que Kobané a été libéré en janvier dernier, le danger persiste toujours. Il y a une collaboration avec des forces démocratiques arabes syriennes, arméniennes ou assyro-chaldéennes pour combattre Daesh. Certains membres d'ASL ont été à Kobané au côté des Kurdes, mais d'autres s'opposaient aux Kurdes au côté d'al-Nosra (parce que athées, communistes, pas croyants...) en fonction des zones à majorité kurde ou arabe. Il existe un Conseil national syrien soutenu par la Turquie et l'Arabie saoudite, vu avec beaucoup de

méfiance par les Kurdes. Actuellement une nouvelle tentative de « convergence » se dessine, le Front des forces démocratiques syriennes.

Quelle est l'attitude de la France ? L'ouverture d'une mission politique de Rojava est-elle envisagée ?

C'est avec des représentants du PYD qu'il faudrait en discuter, de même que pour la fourniture éventuelle d'armes. Par contre, Valls a dit que dans les « fichiers S » se trouvent des membres du PKK, et il n'y a aucune réaction des pays européens pour dénoncer les attaques contre les civils kurdes, alors que les télévisions nous montrent des quartiers et des villes importantes en partie détruits par les tirs et les bombardements.

Il y a aussi des milliers de réfugiés turcs obligés de quitter leur maison, leur ville, pour des raisons de sécurité. Il n'y a jamais eu de tel mouvement de population en Turquie, même durant les années 90.

Quelle solidarité pouvons-nous apporter ici ?

Des collectes ont lieu dans des villes, notamment à Toulouse, des engagements de municipalités et d'individus pour la reconstruction de Kobané, mais rien de la part du gouvernement français qui n'apporte aucune aide, que celle-ci soit politique ou matérielle.

Le Parti communiste français et certaines municipalités qu'il dirige, le MRAP, le NPA, des anarchistes, un parti breton, et la Coordination nationale solidarité Kurdistan, soutiennent la cause kurde, surtout sur le plan politique.

Propos recueillis le 23 décembre 2015 par Mireille C. et Alain J.

**Grande manifestation pour le peuple kurde
« Vérité et justice pour Sakine, Rojbin et Leyla,
militantes kurdes assassinées à Paris le 9 janvier 2013 »**

Samedi 9 janvier à 10h
Départ de la manifestation de Paris-Gare du Nord

Vu ailleurs

bastamag NETTOYAGE: LE MANQUE DE RESPECT.

Ils mènent un labeur souterrain, de jour comme de nuit. Les agents de nettoyage du métro sont au contact permanent des usagers. Si quais et couloirs demeurent propres, c'est grâce à eux. Paradoxalement, leur travail suscite une quasi-indifférence. À Lyon, la sous-traitance de l'activité d'entretien des quais et des rames conduit à une dégradation des conditions de travail. Immersion dans le quotidien de ces travailleurs de l'ombre. [...] Mehdi (le prénom a été changé) connaît sa station de métro dans les moindres recoins. Agent de nettoyage depuis 2001, il a développé sa propre méthode de travail. Dès 5h30, à l'heure des premières rames, il débute sa journée. Durant six heures, poussant son chariot, il lave un quai et des couloirs par lesquels transitent des milliers de voyageurs. Un travail physique dans un bruit permanent, payé au salaire minimum, souvent invisible pour l'usager. « Ce que tu ne vois pas n'existe pas », lâche Mehdi. [...] « C'est ce manque de reconnaissance qui rend le travail plus difficile que dans d'autres secteurs. Le nettoyage est le secteur le moins respecté. » [...] À plusieurs reprises, Mehdi a demandé à son employeur une pelle avec un long manche. En vain. Il a décidé de conserver la pelle de son ancienne entreprise, « plus pratique pour le dos, ça évite de se baisser ». Mehdi impute ce manque de moyens à la concurrence féroce entre les sociétés de nettoyage. Dans le cas du métro lyonnais, Keolis – filiale de la SNCF – lance tous les trois ans un appel d'offres pour les prestations de nettoyage. « On va vers le moins-disant, même s'il y a toujours plus de choses à faire », regrette Mehdi. Alors que les cadences s'accroissent, le manque d'effectif est ressenti par les agents de nettoyage. « En ce moment, ils sont seulement deux dans l'équipe de nuit pour nettoyer les accès et les voies, au lieu d'être quatre, illustre-t-il. Ils ne peuvent pas respecter le calendrier ! » Les accidents du travail sont aussi monnaie courante dans le secteur, à l'image des agents qui collectent les sacs poubelle des métros et qui se seraient tous « abîmés les disques lombaires ». [...] Ici, des primes d'expérience sautent, les visites médicales d'embauche n'ont pas lieu et des compteurs de congés payés sont erronés. Là, des indemnités transport non payées, la non-reprise du salarié au moment des appels d'offre et la baisse du volume horaire pour les remplaçants des salariés absents. « Une journée avec les agents de nettoyage du métro, ces travailleurs invisibles et multitâches », Sophie Chapelle, Bastamag, 17 décembre 2015

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre
Hebdo	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org

L'image de la semaine

